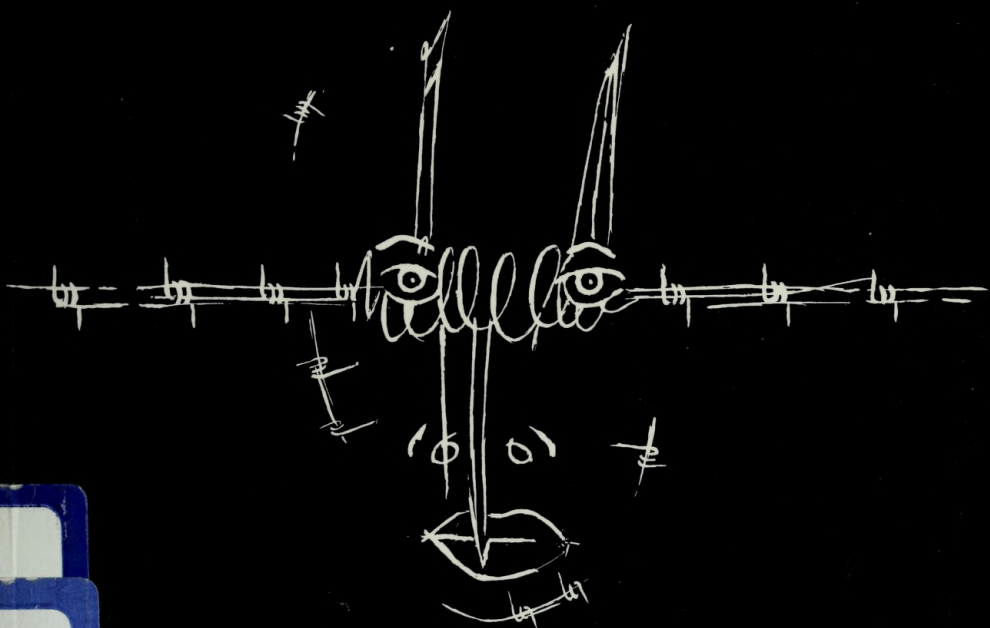


UN CINÉASTE REBELLE

MED

HONDO

par
IBRAHIMA SIGNATÉ



PRÉSENCE AFRICAINE

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

BOSTON PUBLIC LIBRARY
Copley Square

MED HONDO

UN CINÉASTE REBELLE

par Ibrahima SIGNATÉ

PRÉSENCE AFRICAINE

25 bis, rue des Écoles - 75005 Paris
64, rue Carnot - Dakar

FOR

PN1998

.H66

A5

1994x

ISBN 2-7087-0584-9
© Présence Africaine, 1994

PRÉFACE

J'ai rencontré Med Hondo, la première fois, il y a plus d'un quart de siècle. Il jouait à l'époque au théâtre de Poche de Montparnasse dans *Le Métro fantôme* de LeRoi Jones. Étudiant en journalisme, j'étais venu voir la pièce dont j'ignorais tout. A la vérité, j'avais été alléché par les affiches du spectacle. L'auteur était un Noir américain, l'acteur principal était, disons, « un homme de couleur », j'ignorais encore sa nationalité. Il s'agissait de Med Hondo. C'était largement suffisant pour que je me précipite au théâtre. Les auteurs et les acteurs noirs étaient si rarement à l'honneur en ces temps-là ! Je ne fus pas déçu.

De cette époque datent nos premiers contacts qui se sont affermis au fil des ans, parfois à distance, au gré de nos pérégrinations et de nos carrières respectives. Nous avons appris à nous connaître. Aussi l'idée d'avoir à réaliser un livre d'entretiens avec lui m'a d'emblée enchanté. L'homme a des idées (j'allais dire sur tout) et son cheminement n'est pas banal. Nous avons, certes, parlé de cinéma, mais nos conversations ont largement débordé ce cadre. L'Afrique et ses problèmes constituent un champ inépuisable d'analyses et de réflexions. Nous n'avons pas manqué d'y sacrifier pour fixer les idées, faire un retour sur nous-mêmes, essayer de comprendre, esquisser sans prétention des pistes pour l'avenir.

Les ravages de l'intégrisme, « cette nouvelle forme

de fascisme » ; la place éminente qui doit être celle de la femme dans nos sociétés ; l'incurie de certains de nos dirigeants, la passivité voire la démission des intellectuels ; le chantier de l'unité africaine toujours recommencé, le tribalisme ce fléau qui mine insidieusement le continent. Autant de thèmes forts qui ont inspiré Med Hondo qui s'en donne à cœur joie avec ce ton vigoureux qu'il affectionne.

De fait, l'homme peut agacer par l'affirmation presque obsessionnelle de ses convictions profondes. Qu'on ne s'y trompe pourtant pas : il ne s'agit point d'une manifestation de dogmatisme, mais la marque d'un caractère. Med est, avant tout, une forte personnalité.

De l'Afrique, on pourrait dire qu'il a un amour tyrannique en même temps qu'une grande tendresse. Aussi rêve t-il pour elle d'un « futur plein de sève », d'un futur idéal en artiste et en poète qu'il est. Le cinéma est pour lui plus qu'un art de vivre, un moyen pour l'irruption de l'Afrique au monde, par l'affirmation et l'exaltation de sa personnalité.

A maints égards ce livre peut avoir des allures d'un réquisitoire. C'est un parti-pris : d'un commun accord, il fallait mettre les pieds dans le plat, donner un coup de pied dans la fourmilière, briser quelques icônes, mettre à mal des tabous.

Le livre n'est pas que cela, il donne aussi à voir la vie d'un homme qui s'est bâti un destin à la force du poignet. Enfin, il comporte des tentatives d'explications, des éclairages et des propositions constructives. Et, en cela, il se veut largement ouvert sur l'avenir. Ce n'est pas un catalogue de récriminations mais un regard exigeant et sans complaisance sur diverses réalités. Point de défaitisme dans les propos (même s'ils n'incitent pas à un optimisme béat) mais, au contraire, cette froide lucidité qui appelle au dépassement.

Med n'est pas loin de considérer, au fond, que « la politique est une chose trop sérieuse pour la confier aux politiciens ». D'où son insistance à exhorter les intel-

lectuels à jouer pleinement leur rôle : en refusant la compromission avec les pouvoirs politiques et la course effrénée aux honneurs et aux sinécures. Ce n'est pas, pour autant, un adepte de la tour d'ivoire. Homme de son temps, curieux et passionné, mais aussi d'une lucidité douloureuse tel est Med Hondo.

Ibrahima Signaté



Digitized by the Internet Archive
in 2011

I

L'enfance et les années de formation

Selon un dicton africain « l'enfant est le père de l'homme ».

Parlez-nous donc de votre enfance...

Med Hondo : « La mémoire n'est pas toujours fidèle. Il n'empêche, je vais essayer de rendre ce qui m'a marqué dans mon enfance.

Je suis d'origine "haratine". En Mauritanie, les haratines sont des esclaves affranchis. A l'âge de dix ans déjà j'étais impressionné par les récits que j'entendais au sein de la tribu : des histoires d'esclaves égorgeant leur maître qui les avait humiliés et s'enfuyant au Sénégal pour échapper à la mort. Tel autre avait été racheté, une petite fille avait été volée.

J'étais aussi témoin du sort réservé à mon grand-père maternel qui lui était encore esclave. Il jouissait certes d'une certaine indépendance mais il devait obéissance à ses maîtres devant lesquels il était tenu de se prosterner et faire le baise-main. Ces pratiques m'ont profondément choqué dès mon jeune âge.

Je me souviens aussi de mes premières années à l'école coranique où, d'après le maître, j'étais un élève ~~doné~~. Les colons ne voulaient pas de ces écoles qui, dans leur esprit, faisaient concurrence à l'école française. Ils faisaient donc intervenir la police pour nous déloger.

g. p. d.

Autre événement que je garde en mémoire. Un jour mon père qui était "boy" chez des Français reçoit la visite du directeur de l'école qui lui recommande vivement de me laisser poursuivre mes études. J'étais alors en classe du certificat d'études. Mon père de lui répondre : *"Mais je n'ai pas de moyens financiers pour le soutenir"*. Le directeur ne désarme pas et lui réplique : *"Il faut faire quelque chose ; une école hôtelière internationale vient d'ouvrir ses portes à Rabat, il faut l'y envoyer"*. C'est ainsi que je vais me retrouver à l'école hôtelière de la Tour Hassan à Rabat.

Ce sera mon premier pas de migrant, bien que plus jeune j'aie eu l'occasion de parcourir la Mauritanie au gré des transhumances. Nous étions des nomades dans l'âme. Ma grand-mère me rappelait toujours que nous avions de la famille au Mali, au Maroc, au Sahara, en Algérie, au Sénégal. Elle me citait des noms. Parfois je voyais brusquement arriver des grand-mamans qui avaient marché pendant un mois ou un mois et demi depuis le Mali pour rendre visite à la famille. J'avais le sentiment étrange, à travers les récits de ma grand-mère, d'être né dans cinq ou six pays en même temps. Tout petit j'avais appris à connaître l'Algérie, le Mali, le Sahara, le Sénégal à travers les relations de familles, les mariages, les conflits aussi. En effet mon grand-père maternel, dont j'ai déjà parlé, était un guerrier qui n'hésitait pas à faire le coup de feu au Sahara alors occupé par les Espagnols. Il avait un grand fusil, vestige de cette époque héroïque, qui m'impressionnait beaucoup. Il me parlait aussi des parties de chasse aux lions et autres animaux qui peuplaient alors le nord de la Mauritanie.

Au total quand je pense à mon enfance, ce qui retient davantage mon attention, c'est ma découverte de l'injustice à travers l'esclavage et la stratification de la société en nobles et en couches inférieures, serviles. C'est cela qui a alimenté ma révolte et fait dire de moi, peut-être, que j'étais un écorché vif. Entendons-nous bien :

les beydanes mauritaniens, les Sahraouis, les Marocains, les Algériens, etc n'ont pas le monopole de l'esclavagisme. Vous savez que nos parents nègres aussi s'y livrent d'une certaine manière. Bref, les Arabes n'en sont pas les pratiquants exclusifs. Même s'il est vrai que leur rapport immédiat avec l'Afrique fut le commerce, l'Islam et l'esclavage. Toujours est-il qu'à l'âge de dix ans je ne pouvais résister au plaisir de jeter des pierres aux "nobles", et mon grand-père me réprimandait quand il ne m'infligeait pas une sévère correction pour cet acte, à ses yeux, sacrilège. Mais en même temps il était fier (d'une fierté qu'il ne pouvait extérioriser) de me voir oser défier le maître. Quand à moi, je gardais ancré au fond du cœur la certitude qu'un jour j'échapperais inéluctablement au cercle infernal de l'esclavage. Je n'en souffrais que davantage de voir mon grand-père pressuré par ses maîtres, s'enfoncer dans la misère à mesure que je grandissais. »

Ce fut ensuite le Maroc et la période d'apprentissage ?

Med Hondo : « A l'école hôtelière de Rabat, où j'entrai donc, j'eus l'occasion de côtoyer des élèves de diverses nationalités en même temps que j'apprenais un métier qui était aussi un art (le cinquième) pour les Européens : la cuisine.

C'était déjà aller à la rencontre d'un autre univers. Par exemple, c'est durant cette période que j'ai découvert la pomme de terre ! C'est donc, en quelque sorte, par le ventre que j'entrai au contact de la civilisation occidentale. Nous étions en 1955 et j'ai su beaucoup plus tard que la France avait, à cette époque, le projet de créer dans tous les pays sahéliens des gîtes d'étapes. Les élèves de l'école hôtelière étaient destinés à en devenir les cadres. Il fallait, en quelque sorte, des "tirailleurs" cuisiniers, maîtres-d'hôtel, etc. L'apprentissage dura qua-

tre ans. De 1958 à 1959, je me retrouvais à Marseille. Dans l'intervalle en 1957, nous avons effectué des stages en Europe, à Nice, à Lausanne. Un monde que je ne connaissais, jusque là, qu'à travers les livres se révèle à moi. Puis un jour, j'apprends qu'il y a une place disponible à Marseille. Ça ne se refuse pas à l'époque (c'est encore vrai, sans doute en partie aujourd'hui), la France c'est l'Eldorado pour tout jeune Africain. A l'idée de venir en France je n'ai pas fermé l'œil pendant deux nuits. J'étais déjà, par l'esprit, outre-Atlantique, subjugué, presque conquis. »

La prise de conscience politique est-elle venue pendant cette période ou alors plus tard ?

Med Hondo : « Elle est venue beaucoup plus tard. A l'époque j'étais parfaitement insouciant. Cependant, pendant les années passées à l'école hôtelière, il m'est arrivé, en compagnie de quelques élèves marocains et un Malien, de faire certaines nuits le mur de l'internat pour aller écouter dans un lycée voisin des réunions organisées par des nationalistes marocains. Ils parlaient avec véhémence de l'unité du Maghreb, de l'unité africaine, de la lutte de libération nationale... J'étais enflammé par leurs discours qui me remettaient en mémoire certains récits de ma grand-mère sur les hauts faits de nos guerriers contre la pénétration française. J'ai été, en effet, élevé dans un milieu où le sentiment de l'honneur et de la dignité était très fort.

A cette époque, la guerre d'Algérie s'annonçait. L'armée du Sud marocain (composée de Sahraouis et de Marocains du sud) se battait pour la libération à la fois du Maroc et du Sahara sous domination espagnole et visait à faire la jonction avec le Front de Libération Nationale (F.L.N.) algérien. J'avais des oncles impliqués dans la lutte de libération de l'Algérie. Cela dit je n'avais pas encore une véritable conscience politique.

J'apprenais mon métier, voyageais pour m'instruire et prenais du bon temps comme tous les jeunes de mon âge. »

Passé donc la période d'apprentissage, c'est l'Europe.

Med Hondo : « C'est l'Europe, en effet. A Marseille, dans ces années-là, les Africains n'étaient pas très nombreux. J'exerçais de nombreux métiers : docker, cuisinier, garçon de café... L'atmosphère était dans l'ensemble sympathique. J'étais bien, vivais les yeux ouverts et lisais beaucoup. D'une certaine manière j'étais naïf et même inconscient. Ainsi je m'étais fait voler ma valise dès mon arrivée en m'éloignant quelques minutes pour acheter des cigarettes, la laissant sur le trottoir. Je distribuais aussi mes habits et mes disques aux copains. Je fréquentais régulièrement les salles de cinéma.

Il ne faut cependant pas idéaliser cette époque, je me souviens, ainsi, d'un épisode de ma vie à Marseille. Je travaillais dans un restaurant dénommé "Chez Campa" situé sur la *Place aux huiles*. Le patron, d'origine italienne, était très raciste. Un jour, il dit, me désignant : "*Le Noir là-bas, il ne faut pas que les clients le voient*". En effet, de la salle à manger les clients pouvaient voir une partie de la cuisine, la pâtisserie, le grillardin (celui qui s'occupait des grillades), à travers une grande glace. Trois mois plus tard, il se ravise et décide que, finalement, "*le noiraud avec sa toque blanche, il faut le mettre à la pâtisserie, l'exposer, cela fait bien...*". Cette attitude me rappelait ce que mon père me disait avec un certain fatalisme pour décrire l'injustice du monde : "*Dans la vie, il y a ceux qui boivent dans les verres et ceux qui les lavent*". J'étais révolté par le racisme du patron et envisageais de rompre. Finalement cela s'est arrangé ; il trouvait que je présentais bien et que j'étais donc digne d'être exhibé aux clients ! Cela ne faisait de mal à personne.

J'ai aussi un autre souvenir de cette période marseillaise. Un soir, après le service, pendant que je prenais un café dans un bar, je vois arriver un immense gaillard qui me tape sur l'épaule et qui me dit, avec un accent du midi très marqué, *"petit, je t'offre un verre"*. C'était un des Guerini (de la fameuse bande qui fit longtemps la loi dans le milieu marseillais), d'ailleurs il dissimulait, sous sa veste, un immense revolver... Inutile de dire que je ne suis plus retourné à cet endroit. A cette époque, Marseille ressemblait à Chicago. J'habitais l'hôtel Florida, place de l'Opéra. Certain matin, dans le quartier, ça tirait dans tous les sens. J'ai assisté, parfois, à des règlements de compte et je me jetais à plat ventre comme tout le monde pour éviter les balles perdues. Drôle d'ambiance. Ce que je vous raconte ressemble à un feuilleton policier de troisième catégorie, mais c'est la stricte réalité. Ainsi se passa ma première rencontre avec l'Europe.

Dès que j'avais mis un peu d'argent de côté, je retournais en Afrique revoir ma famille, au sens large du terme, en Mauritanie, au Sahara, au Mali. J'étais généreux avec tout le monde, dans la limite de mes moyens. Par mon comportement, au fond, je disais inconsciemment *"la réussite se trouve en Europe"*. Je suis resté à Marseille jusqu'en 1962. Ensuite, j'ai travaillé dans différentes stations balnéaires. »

A l'époque donc vous envisagiez une carrière dans l'hôtellerie.

Med Hondo : « C'était, en effet, mon objectif pour gagner ma vie. Je ne me défendais pas trop mal. A vingt-quatre ans j'étais, en terme technique, "chef de partie" ce qui, dans le jargon du métier, désigne un grade élevé. J'avais le même salaire que des personnes de quarante-cinq ans ! Je pouvais envoyer de l'argent à ma famille. Le racisme ne sévissait pas encore à grande échelle comme c'est le cas aujourd'hui. »

Quoique j'aie eu à souffrir d'attitudes racistes isolées. Ma situation professionnelle, qui était enviable, suscitait la jalousie de mes collègues. Certains d'entre eux n'hésitaient pas à verser en cachette du sel dans les plats que je préparais pour me disqualifier... Un jour, un serveur m'a traité de "sale negro", je l'ai mis "K.O." par un coup de tête bien ajusté. Je n'ai pas été renvoyé, parce que nous étions en pleine saison touristique et que le patron avait besoin de cuisinier. Il s'est contenté donc de me dire "... *ici nous ne sommes pas des sauvages. Ne recommencez plus !*".

C'est une situation qui se reproduira souvent au cours de mes pérégrinations professionnelles. A mesure que les Africains arrivaient en grand nombre en France, le racisme allait croissant. Malgré les vexations, j'ai donc tenu bon. J'ai fini par débarquer à Paris, car c'était le bout du voyage du jeune immigré que j'étais. Paris et les Champs-Élysées, la réalisation d'un rêve. Je travaillais dans un restaurant très huppé qui n'existe plus, "La Rôtisserie de la Reine Pédauque". J'avais été recruté sur mes états de services, au terme d'une sévère sélection. J'avais un bon salaire. C'est à cette époque que j'ai décidé de prendre des cours de théâtre. »

D'où vous est venue cette vocation ?

Med Hondo : « Je n'ai pas de réponse précise à cette question.

Peut-être que je la tiens de mon grand-père paternel, qui à l'occasion de la fête musulmane de la Tabaski allait, de maison en maison, déclamer des poèmes et des versets du coran en s'accompagnant d'un tambour. Il faut dire qu'il avait de l'allure, de la prestance, grand (presque deux mètres), il était noir foncé (mon père et mes grand-pères ne se disaient pas Mauritaniens ils se désignaient comme des Soudanais, ce qui signifie noirs en arabe). Ce n'était pas un griot, ni un marabout non

plus. Il avait des dons de guérisseurs, récitait le Coran. Il subjuguait par son éloquence et par sa capacité à retenir l'attention de l'auditoire. Est-ce lui qui m'a donné le goût du théâtre ? ou alors seraient-ce mes lectures qui ont développé ce penchant ?

J'étais aussi fasciné par les possibilités qu'offrait le théâtre, d'exposer des idées fortes à un vaste public réceptif. Le fait est que j'avais envie de communiquer avec les autres ; parce que même si je ne subissais le racisme que par intermittence, je vivais une époque de grande solitude. L'intégration était très difficile.

Alors, est-ce pour rompre ma solitude que je me suis orienté vers le théâtre ? En tout cas, déjà à Marseille, c'est-à-dire dans mes premières années en France, j'avais l'idée de m'initier à l'art dramatique. Je me mis donc à suivre des cours donnés par un monsieur qui se faisait appeler "Marseille". J'apprendrai, plus tard, qu'il s'agissait d'un Juif qui avait changé de nom pour ne pas se faire repérer pendant la guerre. Cela m'a remis en mémoire ce que nous racontait notre oncle au Sénégal, une véritable force de la nature, qui avait fait la Deuxième Guerre mondiale : *"... j'ai vu en France des gens dénoncer des Juifs pour un litre d'huile !"*. Mais revenons à l'art dramatique. J'ai fait plusieurs écoles à la recherche de la meilleure. Je dévorais aussi des livres de Louis Jouvet et d'un Russe du nom de Stanislavsky. Les théories de ce dernier ont inspiré des professeurs américains d'art dramatique tels Elia Kazan et Lee Strasberg, de la fameuse école de *Actor's Studio*. En sont issus, Marlon Brando, James Dean, De Niro et d'autres acteurs célèbres. Puis je suis tombé, finalement, sur une célèbre actrice française, Françoise Rosay, mariée au cinéaste très connu Jacques Feyder. Elle m'a adopté, compris et beaucoup aidé. Après mon travail, elle me donnait gratuitement des cours entre dix-huit heures et dix-neuf heures trente. Je lui dois beaucoup car elle m'a encouragé et soutenu à des moments délicats. »

Votre « Royaume d'enfance » n'a-t-il pas sa part dans votre éveil esthétique et par conséquent dans votre vocation ?

Med Hondo : « Vous savez, les nomades que nous sommes se définissent comme "les enfants des nuages". Tout jeune j'ai connu les grands espaces qui fouettent l'imagination et incitent aux rêves. Lorsque j'ai dû, pour la première fois, abandonner les tentes de mon enfance pour habiter dans des maisons en dur, j'ai éprouvé un sentiment d'étouffement comme si le ciel me tombait sur la tête. Est-ce que le fait de faire des randonnées à dos de cheval, de chameau ou d'âne, de partager son temps entre l'école et la bergerie, de cueillir des fruits et de collecter des plantes sauvages, d'être en liberté, en communion avec la nature, a forgé ma sensibilité ? Je ne saurais le dire.

En tout cas j'ai eu, pendant cette période, des sensations que je n'ai plus jamais retrouvées. Par exemple celles éprouvées dans les palmeraies : une palmeraie vivante, c'est une perpétuelle féerie, l'eau chante. On ne la voit pas, mais elle est discrètement audible, le vent distille une musique extraordinaire, la fraîcheur est paradisiaque. La sensation de bien-être qu'on y éprouve est unique. Quand je lisais le Coran, le paradis dont il était question ne pouvait être, dans mon esprit, qu'une palmeraie ! La chaleur du désert, à nulle autre pareille, est aussi quelque chose qui ne s'oublie pas.

Mon enfance a été bercée par ces diverses sensations. Face aux grands espaces infinis je ressentais presque physiquement que j'étais une particule de l'univers, j'éprouvais une sorte d'attachement viscéral à ma terre, le même que tout homme éprouve instinctivement. J'y vois rétrospectivement la preuve, qu'en règle générale, une personne ne quitte son pays que contrainte et forcée par des raisons économiques, politiques ou autres. "*Home, sweet home*", comme disent les Anglais. Voilà de quoi alimenter de longues réflexions sur l'émigration. »

Quels livres vous ont marqué pendant cette période de formation ?

Med Hondo : « Des livres politiques en règle générale, mais je m'attachais aussi à lire des livres de poésie. J'aimais beaucoup Birago Diop, le conteur et le poète, je lisais aussi des essais "soufi". Plus tard, l'Antillais Frantz Fanon a constitué pour moi une grande révélation. Aimé Césaire, Cheikh Anta Diop et Kateb Yacine ont aussi enrichi ma culture générale, la liste n'est pas exhaustive. A travers toutes ces lectures je commençais à acquérir des notions politiques, mais je n'avais pas encore une véritable conscience politique. »

Comment se passaient vos études à l'école d'art dramatique ?

Med Hondo : « J'étudiais les classiques : Shakespeare, Molière, Racine, etc. Au bout d'un certain temps j'ai tout de même réalisé, en allant voir des films ou des pièces de théâtre, que dans la distribution des rôles, les Africains étaient les grands absents, ignorés, exclus du jeu. Mon cycle scolaire terminé, lorsque je me présentais dans les maisons de productions, de cinéma ou de théâtre, on me regardait comme si j'étais descendu de la planète Mars et on me faisait comprendre clairement qu'il n'y avait rien pour moi. Je me suis alors rendu brutalement compte que les cours d'art dramatique ne me servaient à rien. Toutes mes illusions se sont envolées et je me suis senti étranger à tout ce qui m'entourait.

Pour sortir de cette impasse, j'ai finalement décidé, beaucoup plus tard, de créer ma propre compagnie théâtrale. J'avais une certaine expérience, ayant joué dans des pièces de Kateb Yacine, de Césaire, de René Depestre, de LeRoi Jones. Lorsque je suis arrivé à Paris, j'ai trouvé que les acteurs africains et antillais s'étaient orga-

nisés et se donnaient la main. Ils avaient fondé une compagnie et monté *Les Nègres* de Jean Genêt. Le responsable de la troupe était Robert Liensol, un Guadeloupéen. Il y avait aussi Bachir Touré, un Sénégalais, Toto Bissainthe, une Haïtienne. Nous avons tenu le raisonnement suivant : *“Il faut absolument mettre sur pied des structures de travail qui nous appartiennent, autrement nous serons toujours confinés à des rôles subalternes genre “Y’a bon Banania”.* »

Un jour Douta Seck, un acteur sénégalais qui commençait déjà à se faire un nom, m’aborde en me disant : *“Écoute ! on me propose de tenir un rôle d’esclave dans une pièce montée au théâtre de l’Alliance française, mais j’en ai assez de jouer les rôles d’esclave, viens me remplacer”.* Je le suis donc et, comme je l’avais prévu, le metteur en scène estime que je suis trop jeune pour tenir le rôle proposé à Douta Seck. Par contre, il trouve que le rôle d’un métis antillano-indien m’irait bien. Ce fut ma première pièce. Son titre : *Un Jardin sur la mer ou Si Napoléon...* La critique fut bonne. J’ai ensuite joué dans le *Métro fantôme* de l’écrivain noir américain, LeRoi Jones (qui s’appelle aujourd’hui Amiri Baraka), puis dans *l’Exception et la Règle*, de Brecht, *Othello*, de Shakespeare, bref je commence à exister.

Dans l’intervalle, j’avais mis sur pied une compagnie théâtrale dénommée Sangho. Je me retrouve finalement avec Liensol pour fonder la compagnie Griot-Shango. Je monte ma première pièce en tant que metteur en scène. Il s’agissait de *L’Oracle* de l’écrivain congolais Guy Menga. Les choses ont continué, cahin-cahan. Puis j’ai réalisé que le théâtre avait un côté éphémère ; c’est un art qui exige beaucoup d’efforts et les résultats ne sont pas garantis. Bref, il ne nourrit pas toujours son homme. Quand je retournais au pays et que j’annonçais que je faisais du théâtre, autour de moi on ouvrait de grands yeux. On ne savait pas ce que c’était. C’est ainsi que je décidai de faire du cinéma parce que, tout compte fait, c’est un art qui laisse des

traces et parce que j'estimais avoir des dispositions à cet égard. Ma conscience politique, qui s'était affermie, m'a aidé aussi à sauter le pas.

En 1968, j'avais terminé le scénario de mon premier film, *Soleil O* ; c'était l'histoire de la prise de conscience politique d'un immigré africain. »

II

La passion du cinéma

Parlez-nous de votre formation en tant que réalisateur de cinéma.

Med Hondo : « Le cinéma m'a intéressé de longue date à cause de sa magie. Il me subjuguait. J'allais au cinéma sept à huit fois par semaine. Je me transformais en critique des films que je voyais. Pendant ma période marseillaise, déjà, je m'étais inscrit à une école par correspondance. Quand je tournais un film, en tant qu'acteur, je fréquentais beaucoup les techniciens, je volais, pour ainsi dire, un regard à la caméra, un mouvement, etc. Par auto-apprentissage, en somme, je finis par acquérir une certaine science cinématographique. Je tenais le cinéma en très haute estime parce qu'à mes yeux c'était un art capable de résister au temps. Un film c'est quelque chose de palpable, de durable qui se conserve alors qu'une pièce de théâtre, sitôt la représentation terminée, n'existe plus. Le théâtre a un côté fugace. *françois Jacob*
C'est un art ingrat. *thankless* *as soon*

Avant de tourner mon premier long métrage *Soleil O*, je décidai de réaliser deux courts métrages pour me prouver à moi-même ce dont j'étais capable. Le cinéma étant pour moi à la fois de la fiction et du documentaire, j'ai donc réalisé trente minutes de film documentaire portant sur l'Afrique intitulé *Ballade aux Sources*,

footage

et un court métrage de fiction intitulé *Roi de corde*. Les réactions étant bonnes, je m'attelaï donc à la réalisation d'un film long métrage *Soleil O*. Sans le moindre budget et avec le pressentiment que le film envisagé n'aurait pas de carrière et dormirait dans un tiroir. Parce qu'en dehors de *Borom Sarret*, du Sénégalais Sembène Ousmane, le cinéma africain n'avait encore aucun film digne de ce nom à son actif.

Je me suis donc résigné, d'avance, à ce que personne ne veuille prendre en compte mes élucubrations. Je me mets donc au tournage, achetant des bobines avec mon salaire. Je convoquais les acteurs, en majorité des Africains et des Antillais, et quelques Français, lorsque les bobines étaient disponibles. Je tournais pendant les week-ends uniquement. Par petits bouts, en bricolant, au point que certains pensaient qu'il s'agissait d'un court métrage. Non sans mal, je mène l'entreprise à son terme. A ma grande surprise des critiques de cinéma demandent à voir le film. Et le voilà sélectionné pour la semaine de la critique à Cannes ! Plus tard, il gagnera des prix dans différents festivals et manifestations internationales.

C'est alors que je me trouve confronté au problème de l'exploitation des cinéastes. N'étant pas producteur de cinéma aux yeux de la loi, il me fallait trouver quelqu'un qui accepte de s'occuper de la diffusion et de la vente de mon film. Je prends donc contact, dans cette perspective, avec un grand producteur qui avait travaillé avec Orson Welles, Tati, etc. Dans un premier temps, il ne tarit pas d'éloges sur mon film et se dit prêt à m'intégrer à son équipe. J'allais vite déchanter, car si ce monsieur se présente comme un grand producteur il va aussi s'avérer être un grand voleur. Il n'a jamais ni distribué, ni vendu le film. J'ai dû donc, seul, trouver un distributeur. J'allais assister aux séances qui avaient lieu dans une petite salle pouvant recevoir une centaine de personnes. Des débats accompagnaient la projection. Le film restera à l'affiche pendant trois mois et demi le temps de découvrir que j'étais volé dans

l'exploitation du film. En effet, on m'annonçait des rentrées de quarante à cinquante personnes par séance alors que je pouvais, de visu, évaluer le chiffre réel d'entrées payantes au triple. Le distributeur conviendra avec moi que le propriétaire de la salle nous volait mais contre cela, nous étions malheureusement désarmés. Il aurait fallu pour confondre l'exploitant indélicat recourir aux services d'un huissier. Ce qui aurait nécessité des frais supérieurs aux recettes du film !

Je mettais ainsi le doigt sur les aspects peu reluisants du cinéma : les magouilles au niveau de la distribution et de l'exploitation des films. Du même coup, je perdais encore quelques-unes de mes illusions.

Entre temps, mon film est sélectionné pour le festival de Carthage. Un membre du jury m'apprendra qu'il avait été proposé pour le "Tanit d'Or" le grand prix, mais que des représentants de certains États africains s'y étaient violemment opposés... N'ayant pas gagné d'argent et n'ayant donc pu payer personne, je voyais *Soleil O*, que j'avais entièrement financé, m'échapper pour devenir la propriété du producteur légal.

J'étais toutefois devenu un cinéaste reconnu parmi d'autres en Afrique, il me fallait donc poursuivre dans la voie que je m'étais tracée. Je me suis mis en tête de faire un second film. J'écris donc un scénario, *Les Bicots-Nègres, vos voisins*, que je propose à des producteurs. En vain. Me voilà contraint de réaliser ce second film tout comme le premier, dans des conditions précaires avec des moyens dérisoires. La trame du film portait sur l'analyse de la situation des immigrés parqués dans des foyers mais aussi de leur attitude et de leurs réactions face à l'exploitation quotidienne dont ils sont l'objet. Le film était à l'évidence ambitieux et se déroulait à deux niveaux : d'une part les immigrés qui vivaient une situation concrète, et moi je greffais là-dessus une fiction s'inspirant des problèmes rencontrés par eux. J'y introduisais aussi une réflexion sur le cinéma : quel cinéma faire ? A qui doit-il s'adresser ?,

etc. Aux forceps, je termine mon film qui, en 1974, est en compétition au festival de Carthage où il obtient le grand prix. D'autres distinctions viendront le récompenser dans différentes manifestations internationales. Mais tout cela ne nourrit pas son homme. Pour vivre, je fais du doublage d'acteurs noirs américains dans certains films. L'exploitation de mon nouveau film se fait dans deux salles, un peu comme pour *Soleil O*. Mais cette fois je peux rembourser les frais occasionnés par sa réalisation, après quatre années d'exploitation. Pour fixer les idées disons que le budget de mes films était, alors, de l'ordre de 400 000 FF. Une misère. Il faut dire que personnellement je n'étais pas payé. Certains acteurs ne l'étaient pas non plus. Une partie du matériel de tournage était gracieusement mis à ma disposition par des amis.

En faisant ces films, au prix de mille difficultés, il y avait chez moi la volonté farouche d'être un témoin de mon temps. La détermination de proclamer mon existence en tant qu'Africain m'animait. Mon ambition était de montrer des Africains à l'écran, qu'ils s'expriment, s'interrogent, prennent parti, développent une thématique. J'avais désormais une perception politique de mon environnement. »

Quelles sont les œuvres cinématographiques qui vous ont influencé pendant la période de maturation ? Des critiques ont, en effet, fait observer que votre technique cinématographique rompait avec le récit linéaire qui, à une époque donnée du moins, était la marque du cinéma africain.

Med Hondo : « Il est difficile de dire avec précision que j'ai subi l'influence de tel cinéaste dans telle ou telle de ses œuvres.

Par contre, il est indéniable qu'à une époque, un certain type de cinéma latino-américain, brésilien pour être précis, m'a influencé. Je sais, par exemple, que *Dieu*

noir et diable blond de Glauber Rocha est un film que j'avais beaucoup aimé. Dans un autre registre, l'Argentin Solanas qui avait tourné *L'heure des brasiers* m'avait impressionné, de même qu'un film cubain *La première charge à la machette*, non pas tant par leur technique cinématographique, *stricto sensu*, mais par ce que je serais tenté d'appeler un acte fondateur du cinéma : l'irruption des masses à l'écran, qui s'approprient la parole pour dénoncer les mensonges et l'hypocrisie, révéler les contradictions de la société et explorer les pistes nouvelles.

J'admire aussi beaucoup Charlie Chaplin pour cette capacité qu'il a de traiter par la dérision des situations tragiques. Le cinéma néo-réaliste italien, en raison de la critique sociale qu'il véhicule, a aussi eu mes faveurs.

J'ai une tendresse particulière pour les films de Sembène Ousmane, un des pionniers du cinéma africain, pas simplement pour des raisons d'esthétique. Du seul fait de son existence son cinéma était une manière d'affirmer la présence de l'Afrique au monde. De façon générale, les films des cinéastes du Tiers Monde m'ont incité, à mon tour, à faire du cinéma. Plus encore, les écrits de quelques grandes figures africaines comme Amilcar Cabral, Patrice Lumumba, Cheikh Anta Diop ont été, pour moi, un puissant stimulant. Je me disais qu'il fallait, par l'image, poursuivre le combat qu'ils avaient engagé sur le terrain des idées et de la politique. Cela peut sembler, aujourd'hui, prétentieux avec le recul, mais c'est cette grande ambition que je nourrissais qui m'aidait à tenir le coup en dépit de toutes les embûches. »

Vos deux premiers films ont-ils eu une carrière africaine ?

Med Hondo : « C'est à ce niveau que se situe le drame et pas seulement pour moi. *Bicots-Nègres*, après

*un puissant
stimulant*

avoir été primé à Carthage, n'a été distribué que quatre ou cinq ans plus tard en Tunisie dans une seule salle. On m'avait même demandé de couper certaines scènes jugées gênantes. J'ai refusé, bien entendu. Le film est aussi sorti à Dakar, pendant une semaine, au Mozambique, en Angola. Il a été projeté au cours d'une semaine culturelle camerounaise. C'est tout.

Une anecdote significative au sujet de ce film : le gouvernement algérien l'a acheté et l'a fait diffuser sur la télévision nationale. Ce qui a provoqué un flot de protestations indignées de la part de chefs d'États africains. Le Président Boumedienne est interloqué. Interrogé, je fais observer qu'il y a un an, déjà, que le film avait été projeté durant trois mois sur les écrans français sans susciter de semblables réactions. Le gouvernement algérien a alors beau jeu de porter ce fait à la connaissance des intéressés, tout en s'étonnant que dans cette affaire il y ait deux poids deux mesures...

n'est-ce pas ?
L'objet du délit, si je puis dire, était une scène d'animation où l'on voyait sur fond d'hymnes nationaux européens la collusion de nos chefs d'États avec les pays qui dominent l'économie mondiale. C'était une clownerie tragique pour ainsi dire. Si mes censeurs avaient un tant soit peu d'humour, ils auraient pris le parti d'en rire. C'était sans doute trop leur demander... »

Je suis frappé par le fait qu'il n'existe pas une collaboration plus étroite entre les cinéastes et les écrivains africains. Les cinéastes préfèrent écrire eux-mêmes leur scénario. Très peu d'œuvres d'auteurs africains sont portées à l'écran. Je suis sûr que les romans du Malien Yambo Ouologuem, « Le devoir de violence » ou du Ghanéen Ayi Kwei Armah « L'âge d'or n'est pas pour demain » feraient de très beaux films. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Med Hondo : « Mon film Les nègres marrons de la

liberté est l'adaptation d'une pièce de théâtre de l'Antillais Daniel Boukman, *Sarraounia* est inspiré du livre d'un Nigérien, Abdoulaye Mamani. Mon dernier film est l'adaptation de l'ouvrage d'un écrivain français. Mon credo est le suivant : le cinéma africain doit s'ouvrir aux bons auteurs africains malgré les difficultés.

A mon avis, si les cinéastes font si peu ou pas du tout appel aux livres des écrivains africains, c'est essentiellement pour une raison économique. Les cinéastes ne sont pas en mesure de payer les droits d'édition qui sont très élevés (200 000 F au minimum).

La deuxième raison c'est que la diffusion de nos films s'effectue toujours de manière partielle. La zone de diffusion des films de Sembène Ousmane se situe au Sénégal, elle couvre rarement le reste de l'Afrique, encore moins le monde. Le marché étant inexistant, les films ne sont pas rentabilisés. Dans un cas de figure différent, les films auraient rapporté de l'argent et créé une dynamique de création continue, et la nécessité d'avoir recours à des auteurs chevronnés, pour faire face à la demande de films de plus en plus nombreux, se serait imposée d'elle-même.

Pour qu'une réelle collaboration entre les écrivains et les cinéastes s'instaure, il aurait fallu l'existence d'un véritable cinéma africain à vocation industrielle. Je persiste à penser que ce n'est pas le cas. Il y a des cinéastes africains mais pas de cinéma africain.

Pour parler de cinéma, il faut des structures, des infrastructures, des laboratoires, des producteurs, des scénaristes, des salles, des marchés organisés... Pour l'instant, nous en sommes au stade de l'artisanat. »

Une situation qui n'est pas encourageante ?

Med Hondo : « C'est le moins qu'on puisse dire. On peut même se demander quel est l'intérêt, à ce compte-là, de faire des films. A cet égard, il y a deux écoles

de pensée : les uns trouvent qu'il est inutile de réaliser des films dans ces conditions. D'autres, estimant qu'il ne sert à rien, en effet, de faire des films que seul un public restreint a l'occasion de voir, préconisent l'usage de la vidéo qui permet de toucher une assistance autrement plus importante. C'est un débat qui soulève de graves questions. C'est un fait que le combat est rude : dans le cinéma tel qu'il fonctionne aujourd'hui, les thèmes africains suscitent peu d'intérêt et ne parviennent pas à mobiliser les financements indispensables. Tous les cinéastes africains sont à l'heure actuelle des mendiants, à l'image de nos chefs d'États. Nous tendons la main à l'Allemagne, à la Belgique, à la France, etc.

Le système d'aide français aux cinémas d'Afrique est très habile : des miettes sont accordées aux cinéastes (6 à 8 % du budget du film). En contrepartie, cette participation très modique sert à payer les frais de laboratoires et les industries techniques en France, obligatoirement. L'investissement n'est donc jamais perdu. C'est bien joué il faut en convenir. La France défend bien ses intérêts. Il reste qu'il n'y a pas de ressources en Afrique pour la réalisation de films. C'est très grave. Or moi, je voudrais pouvoir continuer à exercer mon métier. J'ai déjà huit films à mon actif et je me sens encore en mesure d'en réaliser de nombreux autres. Ce ne sont pas les idées qui font défaut, ce sont les moyens qui ne suivent pas. Je suis donc frustré en tant que créateur. Je ne vois pas pourquoi les Africains seraient condamnés à occuper des strapontins sur la scène culturelle mondiale. Nous devons occuper toute la place qui nous revient, continuer à témoigner. La situation qui nous est actuellement faite est insupportable. »

Comment se fait-il que dans les milieux du cinéma africain on ne parvienne pas à élaborer une stratégie cohérente face aux maux que vous dénoncez ?

Med Hondo : « C'est vrai que cela dure depuis 20 ans. J'observe quand même que l'ensemble des cinéastes (au delà de leurs différences) se retrouvent sur la base de la défense des cinémas nationaux et continentaux.

De Carthage à Ouagadougou, au fil des années, le combat pour la production et la diffusion des films a été constant. Des tonnes de documents l'attestent. En 1980, lors des rencontres cinématographiques de Niamey, un manifeste a été publié démontrant, entre autres, chiffres à l'appui, comment le cinéma pouvait être porteur de recettes importantes pour nos pays car l'Africain est friand de cinéma. En 1981, à Ouagadougou nous avons même mis sur pied deux organismes de production et de diffusion couvrant quatorze pays : le CIDC (Centre Interafricain de Diffusion Cinématographique) et le CI Pro-Film (Consortium Interafricain de Production cinématographique). Ces deux sociétés n'ont hélas jamais été opérationnelles.

En vérité le marasme actuel au plan culturel et singulièrement dans le domaine du cinéma est le reflet de la faillite économique de nos pays considérés globalement. Tout est lié : le cinéma ne peut pas se développer dans un contexte de récession et de misère. Je dirais prosaïquement que pour aller voir un film, il faut avoir le ventre plein. Pour être clair : nous avons échoué. Les responsabilités de l'échec sont imputables à tous : aux dirigeants politiques, aux intellectuels, à la société civile.

Que, dans ce contexte, les hommes de cinéma, les écrivains, les intellectuels en général soient en perdition n'est pas pour étonner. Ils ne sont pas les seuls. C'est toute la société qui est naufragée. Pour sortir des ornières, en ce qui concerne le film, d'aucuns croient pouvoir contourner la difficulté en suggérant l'usage de la vidéo. Peine perdue : ni par sa durée de vie (courte), ni par son rapport au public, la vidéo ne pourra jamais suppléer le cinéma proprement dit. Une salle plongée dans le noir avec des spectateurs regardant défiler, dans le recueillement, des images sur un grand écran, a une

autre allure qu'une grappe de téléspectateurs devant un poste de télévision.

Il fut une époque où des gens, qui "nous voulaient du bien", recommandaient à nos dirigeants de se détourner du cinéma (trop cher) pour se spécialiser dans la vidéo. C'était un piège : en effet dans le même temps ces messieurs sollicitaient des subventions conséquentes pour leurs films. Il ne faut d'ailleurs pas oublier qu'à une certaine période ce sont des milliards de francs CFA que les sociétés de diffusion étrangères ont tiré de l'Afrique. Le pays le plus pauvre de notre continent peut produire un long métrage par an, à condition que la volonté politique existe. »

Mais les chaînes de télévision africaines pourraient contribuer à la diffusion des films en achetant les droits...

Med Hondo : « Ce n'est jamais le cas ou alors les prix proposés sont proprement scandaleux. Sembène Ousmane me disait que la chaîne francophone TV5 avait émis le vœu d'acheter des films africains à des prix dérisoires ! En réalité, nos chaînes de télévision sont mises sous séquestre parce qu'on leur fournit des programmes gratuits conçus sous d'autres cieux et dans un autre contexte, et pour d'autres objectifs que les nôtres. »

Finalement, j'ai l'impression qu'il faut être soit un illuminé, soit un masochiste pour faire du cinéma en Afrique. A quoi cela sert-il ?

Med Hondo : « Je pense qu'il ne faut pas baisser les bras. La lutte doit continuer. Dans certains cas ce n'est pas tant la victoire qui est importante que le combat lui-même. Il s'agit d'ouvrir des brèches où d'autres s'engouffreront avec, peut-être, plus de succès.

C'est notre droit de vouloir nous exprimer. Dans cette voie la moindre des possibilités est à exploiter. Cela étant, c'est vrai qu'on peut s'interroger sur la nécessité de réaliser des films que les Africains ne voient pas ou très peu.

Mais je maintiens que la pire des choses pour les intellectuels et les cinéastes africains, serait que devant l'ampleur et les difficultés de la tâche, ils s'abîment dans un grand silence.

Pour s'en tenir à mon cas, j'ai fait du cinéma une bonne partie de ma vie, que voulez-vous que je fasse d'autre à mon âge, sinon chercher à réaliser de nouveaux films ? C'est un devoir. »

Cet acharnement peut-il s'expliquer par la conviction que le cinéma a un rôle majeur à jouer dans la transformation de l'Afrique ?

Med Hondo : « Dans mon esprit, il est clair que si le continent avait pris la mesure de ses ressources artistiques, culturelles, cinématographiques, il aurait compris que l'image est l'arme par excellence de la prise de conscience, de la transformation à long terme des mentalités. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Encore faudrait-il que la production d'image soit massive au point de devenir un moyen de développement. Nous sommes loin du compte : aujourd'hui, il n'y a pas un seul pays africain qui passe un film africain par mois sur ses écrans. Soyons clairs : je n'ai jamais pensé qu'un film était, par sa propre vertu, en mesure de provoquer la révolution. Cela se saurait.

C'est, d'ailleurs, pour cette raison qu'il est parfaitement ridicule d'interdire un film. Les censeurs de tous les pays devraient s'en aviser. Le film, tout seul, n'a pas, à court terme, la capacité d'opérer une révolution dans les esprits. Plusieurs autres facteurs sont à prendre en compte : l'éducation, la formation d'une opinion publi-

que par les journaux indépendants et cela sur le long terme.

Pour le reste il s'agit de savoir si nous devons, par tous les moyens, dont le cinéma, défendre nos valeurs de civilisation ou alors capituler. Nous sommes à une époque de survie et de résistance. »

Malheureusement, notre cinéma se trouve dans un état de délabrement avancé. Pour essayer d'en sortir n'est-il pas impératif de conjuguer les efforts ?

Med Hondo : « Sûrement. D'ailleurs depuis vingt-cinq ans les cinéastes ont toujours cherché des moyens collectifs, panafricains pour faire du cinéma. Le micro-nationalisme ici, comme ailleurs, mène à l'impasse. Aucun pays n'a su organiser son marché du film de manière rationnelle. Ici et là on a cru s'en tirer par des nationalisations non maîtrisées et absurdes. Exemple : l'Algérie où des salles de cinéma ont été livrées à des wilayas qui n'avaient aucune compétence en la matière.

Ce n'est que par la mise en commun de toutes les forces et de toutes les potentialités qu'un cinéma véritablement panafricain pourra voir le jour. Cela aurait pu se faire autour d'une table ronde sur la culture réunissant tous les pays de l'OUA. Encore faudrait-il que cette organisation devienne autre chose qu'un club privé de chefs d'États doublé d'une boîte à payer des fonctionnaires, ce qui n'est pas demain la veille. Une OUA fonctionnant sur d'autres bases aurait pu prendre en charge la création de l'image, du son africains, de la musique, du théâtre.

C'est relativement simple à réaliser : le public est le premier financier dans ce domaine. Or, en l'an 2025 nous serons plus d'un milliard. Si l'engouement pour l'image se maintient il y aura là un immense marché potentiel. Bref, la demande existe : reste à imaginer les moyens de la satisfaire. Toutefois, nous courons en ce

moment un grave danger. A force d'être inondé d'images venues d'ailleurs, le public africain risque de se détourner de sa propre culture, de sa propre histoire. Il faut craindre, qu'à ce compte-là, nous devenions des "zombies" vidés de toute substance, des êtres désincarnés.

Les cinéastes portent des responsabilités quant à la non-existence des images africaines. Par manque de débat et de confiance. Les cinéastes se détestent et se jalourent d'une manière générale. Ils ne font pas preuve de solidarité. Ils ne sont pas responsables par rapport à leur histoire. Sembène, Souleymane Cissé et moi-même faisons partie d'une organisation typiquement française et européenne qui s'appelle L'Association des Réalisateurs Producteurs (L'ARP).

Tous les cinéastes français et européens en sont membres. Ils se réunissent presque une fois par jour. Ils sont actifs, travaillent en liaison avec les forces politiques et bénéficient de solides structures. Rien à voir avec la FEPACI qui se réduit à un secrétaire général et à un trésorier et se contente d'organiser quelques rencontres furtives entre cinéastes uniquement à l'occasion des festivals.

L'ARP agit dans la société quotidiennement. En raison de tous nos handicaps, nous avons encore plus besoin de nous organiser, de faire preuve d'initiative et de fournir plus d'efforts dans le cinéma comme dans d'autres domaines. Je constate que ce n'est pas le cas. »

Le risque d'acculturation est réel au point que certains Africains tiennent en piètre estime les cinémas de leur pays.

Med Hondo : « Il y a même certaines personnes qui décrètent que les films africains sont nuls sans en avoir vu un seul ! »

D'autres soutiennent aussi qu'ils ne trouvent pas le dépaysement qu'ils recherchent au cinéma dans les films africains qui parlent, sans prise de distance, de leurs problèmes quotidiens...

Med Hondo : « C'est vrai que le premier mouvement du cinéma africain, dans les années 60 et 70 a été d'aborder des sujets graves, sérieux. Dans ses premières années, et il ne pouvait en être autrement, ce fut un cinéma de combat, de libération. Il fallait mener la croisade contre le racisme, le néo-colonialisme, l'exploitation de l'homme par l'homme. L'idéal eût été, qu'une fois consolidées les bases de nos États, le cinéma devint une vraie industrie générant des films aux tonalités variées : politique, comique, intimiste, populaire, etc.

Le cinéma de nos rêves n'a pas vu le jour en raison de la faillite globale de nos pays. Le problème de fond c'est que les films africains ne sont pas distribués ou alors très mal. D'où la conclusion simpliste que d'aucuns en tirent, si les films en question restent dans les tiroirs c'est en raison de leur mauvaise qualité. Ils oublient que la distribution est du ressort de l'Europe et de l'Amérique, qui se protègent en diffusant, en priorité, les films que ces continents produisent.

Nous revenons à cette question centrale : que devons-nous faire pour ne pas être absents du vaste débat culturel au niveau de la planète ? La culture revêt un enjeu fondamental, on l'a bien vu lorsque l'Europe, revendiquant l'exception culturelle, s'est violemment heurtée aux États-Unis. Un gigantesque choc d'intérêts. Ce n'était pas uniquement une affaire de gros sous. On a ainsi entendu un haut responsable français s'exclamer "*Je n'ai pas envie que mes enfants ne parlent plus le français*". Il a raison. A fortiori nous devons nous insurger contre l'impérialisme culturel que nous avons subi, pour ainsi dire, de tout temps. Les grands pays ont vite compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer dans leur quête effrénée de puissance, d'une politique culturelle vigoureuse et cohérente.

Ainsi aux États-Unis, pays ultra-libéral s'il en est, dans le domaine du cinéma, les négociations et les transactions avec l'étranger se font exclusivement par l'intermédiaire d'une société. Alors même que dans le secteur de la production, de la diffusion, des activités cinématographiques d'une manière générale, les sociétés qui interviennent sont multiples. Le cinéma est la seule industrie placée sous le contrôle du département d'État américain. Les États-Unis ont, depuis longtemps, compris que leurs films, dont ils inondent le monde, étaient de puissants propagateurs de *"l'américan way of life"*.

Quel grand malheur pour notre planète, si l'Amérique lui impose son hégémonie culturelle. C'est pour cette raison que, contre vents et marées, le combat pour l'affirmation de la culture africaine doit se poursuivre. La culture n'est pas un gadget d'intellectuels à la recherche de notoriété ou de biens matériels. C'est pour nous une question de vie ou de mort. »

Mais aux yeux des pouvoirs publics africains, le cinéma nécessite de trop gros investissements. D'où peut-être leur réticence à s'engager...

Med Hondo : « L'argument ne tient pas. Les avions pour équiper nos compagnies aériennes sont chers. La construction de routes bitumées ne l'est pas moins. Faut-il pour autant ne rien faire ? Les grands barrages sur le fleuve Sénégal, qui concernent trois pays (Mauritanie, Mali et Sénégal), se sont révélés être des "éléphants blancs", leur impact au plan économique est décevant. Ce n'est pas une réussite. Imaginons simplement, que la moitié des milliards investis dans les barrages aient été consacrés au cinéma et à la culture en général, les résultats auraient été palpables, sous la forme de films. Loin de moi l'idée qu'il ne fallait pas faire les barrages. Mais on aurait, par exemple, à la fois pu les réaliser et investir dans le cinéma. »

Comment faire prendre conscience à nos dirigeants de l'importance des enjeux ? Il est à craindre, en effet, que la part (déjà maigre) dévolue à la culture aille en s'amenuisant.

Med Hondo : « C'est effrayant pour l'avenir. Mais tout se tient. Si nous voulons que la situation évolue de manière positive, il faut qu'il y ait des mutations au niveau des directions politiques sur le continent. Cela passe par l'émergence d'hommes nouveaux davantage préoccupés du sort de leurs peuples. Foin de ces dictateurs galonnés ou civils ! Il faut que la démocratie s'exerce, c'est-à-dire que le peuple s'exprime et ait véritablement le loisir de choisir des dirigeants réceptifs à ses aspirations. La culture est négligée par nos dirigeants parce qu'elle ne favorise pas, contrairement à d'autres activités, le versement de commissions juteuses. Elle n'est pas non plus un enjeu électoral ou tribal. La culture n'est appelée à la rescousse que pour servir du folklore à quelques hôtes de marque de passage. Dans ces conditions, non seulement nos cultures ne s'émancipent pas, ne se développent pas mais se fossilisent. Nos peuples ne peuvent pas continuer à vivre par procuration.

Je dois tout de même dire qu'un chef d'État avait saisi toute l'importance de la culture et du cinéma en particulier. C'était Thomas Sankara... Cela étant, s'agissant du cinéma, par exemple, vous me direz qu'il existe deux festivals africains, l'un à Ouagadougou et l'autre à Carthage. Mais ce ne sont pas des marchés de films comme cela aurait dû être leur vocation. Au mieux, on assiste à une exposition de films. En plus, la récupération politicienne n'est pas loin... »

Peut-être faudrait-il alors commencer par fixer aux festivals des objectifs précis. C'est une tâche dont les cinéastes pourraient en toute logique s'acquitter ?

Med Hondo : « Le Festival ne crée pas le marché. Nous l'avons longtemps cru en Afrique, à tort. D'autre part, en raison des multiples difficultés qu'ils rencontrent, les cinéastes ne sont pas faciles à mobiliser. Ils se rencontrent rarement pour mettre en commun leurs expériences et réfléchir sur l'avenir. On doit le déplore. J'ai toujours souhaité, qu'à la faveur de ces festivals, nous nous retrouvions entre gens de cinéma pour élaborer des propositions, mais des divergences d'intérêts, à court terme, ainsi que des différences d'approches ont jusqu'ici rendu aléatoires de telles initiatives.

A une seule occasion, à Niamey en 1980, nous avons pu nous retrouver pour publier un manifeste où nous posions de vraies questions demeurées sans réponse. En vérité le rapport des forces n'est pas en faveur des cinéastes. »

A quoi sert la FEPACI (Fédération Panafricaine des Cinéastes) dans ces conditions ?

Med Hondo : « Parlons net : la FEPACI est la fédération des associations nationales des cinéastes. Or, aucune d'entre elles ne remplit les conditions d'un fonctionnement normal. Les cinéastes s'entre-déchirent par ambition personnelle mais aussi parce que les conditions de production sont misérables. Il est donc indispensable de sauvegarder une structure comme la FEPACI. Mais il ne faut pas se voiler la face, elle est devenue un enjeu de politique "politicienne". Avec toutes ses insuffisances elle est, au fond, le reflet du mauvais état de nos cinémas et de nos pays. »

Quels sont les cinéastes africains qui vous paraissent, aujourd'hui, dignes d'intérêt et dont le message est porteur ?

Med Hondo : « Certains noms me viennent à l'esprit pour lesquels j'ai beaucoup de considération. Il s'agit d'hommes de qualité et de principe que je considère comme de vrais cinéastes. Ils ne sont pas très nombreux.

Il y a d'abord l'Éthiopien Haile Guerima, Sembène Ousmane, bien entendu, qui mérite une mention spéciale. L'homme n'est pas d'un abord facile et j'ai mis des années pour établir un contact avec lui. Il a reçu pas mal de coups dans sa vie, ce qui l'incite à une certaine méfiance. D'un autre côté, certaines personnes ont travaillé sciemment à nous opposer, sur des bases tout à fait artificielles. Il nous a fallu, pour surmonter les préventions, de franches explications.

J'ai beaucoup d'admiration pour Sembène. C'est non seulement un cinéaste de renom mais aussi un grand écrivain. Il est toujours resté fidèle à lui-même et n'a trahi personne. Cette attitude mérite tous les éloges.

Je voudrais aussi mentionner Benoît Ramampy, un Malgache, qui, malheureusement, ne produit pas beaucoup. Orlando Fortunato, un Angolais, Pedro Pimenta, un Mozambicain, qui n'est pas un cinéaste, à proprement parler, mais qui a mené une solide réflexion sur le cinéma. Timité Bassori, Karamo Lancine, Henri Duparc, tous de Côte d'Ivoire auraient pu créer un cinéma vraiment populaire s'ils en avaient eu les moyens.

Au Niger, Mustapha Alassane et Djinguaraye Maiga ont de bonnes réalisations à leur actif. La Tunisie et l'Algérie comptent des réalisateurs talentueux, même si nos pratiques cinématographiques sont différentes. Tahar Chéria, le Tunisien créateur du Festival de Carthage, s'est toujours employé à établir des liens organiques entre les cinématographies du nord et du sud du Sahara. Ce qui ne va pas de soi.

En vérité, les hommes et les femmes de talent ne manquent pas : de la Sénégalaise Safi Faye, qui a une marge de progression, à l'Angolo-guadeloupéenne Sarah Maldoror, etc, sans oublier Idrissa Ouédraogo, Djim Kola Mamadou, Gaston Kaboré du Burkina Faso et Dji-

bril Diop Mambety du Sénégal. Non, en vérité, ce qui fait défaut ce sont les moyens et l'organisation. »

Est-ce que la formation des cinéastes n'est pas aussi en cause ? En effet, on a parfois l'impression qu'on accède à cette profession par « effraction ».

Med Hondo : « C'est un réel problème. Le cinéma est un art qui coûte cher et on n'a pas le droit de faire joujou avec des milliards. Je vous ai indiqué, pour ma part, qu'avant de me jeter à l'eau je me suis mis à l'épreuve en réalisant deux courts métrages. L'anarchie prévalant dans le milieu du cinéma a permis, en effet, à une époque, l'irruption de personnages qui n'avaient rien à y faire. Aujourd'hui, c'est déjà plus difficile en raison de la raréfaction des investissements.

Il faut dire aussi qu'un certain paternalisme européen, prompt à s'extasier devant des œuvres de cinéastes noirs ou arabes, dont les films ne font pas problème, a favorisé, avec son exotisme de pacotille, une certaine stagnation et la médiocrité.

En retour, certains cinéastes sont amenés à faire un cinéma désincarné, folklorique, apte à séduire une certaine critique et clientèle européenne, occidentale. Un cinéma aseptisé qui ne dérange pas, qui serait même un soporifique empêchant toute prise de conscience réelle.

Le cinéma africain ne doit pas subir les injonctions d'esthètes étrangers. Le jury suprême, pour nous, ne peut être que nos publics habilités, en priorité, à nous sanctionner positivement ou négativement. »

Peut-on distinguer différentes écoles dans le cinéma africain ?

Med Hondo : « On s'est essayé à des classifications ici et là. C'est ainsi qu'on a parlé d'une école Sembène

Ousmane, d'une école Med Hondo... Si vous voulez mon avis, tout cela n'est pas sérieux et manque de consistance. Il est trop tôt pour en parler. On ne pourra faire état d'écoles avec pertinence que lorsqu'il y aura une industrie cinématographique, mais pas avant. »

Que pensez-vous des tenants du cinéma anthropologique, comme Jean Rouch ?

Med Hondo : « Je suis totalement opposé au cinéma de Jean Rouch. C'est un homme qui, au fond, nous a toujours regardés comme si nous étions des insectes. A partir d'une expression culturelle, il crée un folklore. A force de nous vouloir du bien, il nous met dans un bocal. Dans tous ses films, Jean Rouch met en exergue une soit-disant spécificité culturelle africaine qui nous ridiculise. Je me souviens d'un de ses films où il fait réagir deux jeunes paysans nigériens, sortis de leur brousse, face à des monuments parisiens. Leurs commentaires ne pouvaient que prêter à rire bien évidemment. Jean Rouch était le premier du reste à piquer un fou rire, qui n'était pas neutre. Je vois, pour ma part, dans ce genre de procédé des relents de racisme qui n'ose pas dire son nom. Je n'ai rien contre Jean Rouch en tant qu'homme, mais j'exècre son cinéma qui renvoie une image caricaturale de l'Africain. C'est un cinéma de mépris. »

On reproche, parfois, au cinéma africain de ne pas aborder des thèmes universels. Au fond, n'est-ce pas là, pour l'Occident, une façon déguisée de vouloir élever sa propre spécificité au rang d'universel ?

Med Hondo : « A ce propos, il y a deux attitudes opposées. Il y a ceux qui veulent nous confiner dans notre spécificité "attachante". Désolé, il n'existe pas de

caméra en bois pour pousser cette spécificité jusqu'à l'absurde. Je suis un cinéaste africain qui utilise, pour son travail, du matériel et une technique qui appartiennent à tous les hommes. Je me sers d'une caméra, une vraie, comme l'Américain Spielberg. Je fais du cinémascope aussi bien que lui. Dans la maîtrise du travail technique, je suis universel. Le reste, le regard que je porte sur nos problèmes, ne concerne que moi.

A l'inverse, il y a ce que j'appellerai « l'enfermement chauvin », qui consiste à cultiver de manière forcée le particularisme africain. Résultat : une certaine folklorisation encouragée par ceux qui ne nous perçoivent qu'à travers le prisme déformant du folklore. Aux yeux de ces derniers, dès que nous nous portons au même niveau de réflexion qu'eux, nous faisons preuve d'une aussi grande rigueur dans les méthodes de travail, nous cessons d'être des "Africains".

Ces milieux affectionnent les Africains qui se tordent de rire à tout bout de champ, qui dansent et chantent jusqu'à en perdre haleine. En somme, comme disait l'autre, *"l'émotion est nègre et la raison hellène"*. On ne peut être universel qu'en partant de soi et de ses préoccupations. Mais soyons vigilants, se gargariser de l'universalisme n'est, parfois, qu'une tentative de camouflage.

Quand le particulier gêne le général, il y a rappel à l'ordre pour plus d'universalité. *"Ce que vous racontez là est trop spécifique"* décrète-t-on. L'ennui c'est que *"le trop spécifique"* en question est ma réalité profonde à laquelle, sous peine de me renier, je ne saurais renoncer sous aucun prétexte. »

Parlons des aides dont bénéficie le cinéma africain auprès des organismes spécialisés des pays développés. Elles sont souvent l'objet de controverses en raison de leur modicité. D'autre part elles ont un caractère lié qui réduit la liberté de manœuvre de leurs bénéficiaires. Qu'en pensez-vous ?

Med Hondo : « Toutes les aides consenties à l'Afrique sont des aides liées. Loin de favoriser le développement, elles encouragent la mendicité. Il n'est pas d'exemple dans l'histoire d'un pays se portant au secours d'un autre, de manière désintéressée. Feu Samora Machel, Président du Mozambique, avait coutume de lancer, malicieusement, aux dirigeants des pays qui lui proposaient une aide *"Dites-moi, franchement que désirez-vous en contre-partie ?"* ».

Dans le cas du cinéma et, plus spécifiquement de l'Afrique francophone, tous les cinéastes, moi y compris, viennent quémander en Europe, en France notamment, des fonds pour réaliser leurs films. Il faut savoir ce que représente l'aide dans le budget d'un film.

Il y a, en ce qui concerne la France, trois cas de figure. Certains cinéastes africains privilégiés (ils sont deux au maximum) peuvent obtenir jusqu'à 7 millions de FF (700 millions CFA) collectés auprès des ministères de la Culture, de la Coopération, des Affaires Étrangères, de Canal +. Une seconde catégorie de cinéastes peuvent tabler sur 4 ou 5 millions auprès des mêmes sources, en y ajoutant dans une moindre mesure la Suisse et l'Allemagne. Enfin, la dernière catégorie, à laquelle j'appartiens, ne peut espérer que 2 millions de FF.

Enfin, je l'ai déjà dit, l'aide sert à payer, pour l'essentiel, les industries techniques en Europe (laboratoires, achats de pellicules, le montage, le son, les salaires des techniciens). Autant dire qu'elle est, en quelque sorte, récupérée par les donateurs.

En son temps, le général De Gaulle fustigeait les détracteurs de la politique de coopération en disant *"Ce sont des crétins, ils ne comprennent pas que quand je place 1 dollar en Afrique, j'en récupère 3"*. Cela a, au moins, le mérite de la franchise.

En tout cas, si l'Afrique n'arrive pas à dégager des ressources propres pour financer son cinéma, nous nous condamnons à faire des films pour nos commanditai-

res étrangers, c'est-à-dire à leur goût, selon leurs critères. Le cinéaste, pour pouvoir continuer à travailler, en arrive ainsi à s'autocensurer. Puis, nous avons aussi des "roitelets" à l'Agence de Coopération Culturelle et Technique qui n'aident pas le cinéma. Il y a là, notamment, quelques "barons" africains qui se conduisent comme des goujats et passent le plus clair de leur temps à faire du blocage. Comme s'ils nourrissaient des complexes à l'égard des cinéastes ou qu'ils avaient quelque compte à régler avec eux. Certains cinéastes sont obligés de passer sous leurs fourches caudines toute honte bue. Ce n'est pas dans un tel contexte d'indignité que des chefs-d'œuvres peuvent naître. »

On critique, parfois, les réalisateurs africains pour leur propension à vouloir aborder à la fois trop de thèmes dans un même film. C'est un défaut qu'on décèle aussi chez certains écrivains...

Med Hondo : « La question est délicate. Pour qu'on puisse définir une écriture cinématographique, il faut que la production de films soit abondante. Ce n'est pas le cas. Quant à la tendance à embrasser plusieurs thèmes, elle renvoie sans doute à la technique narrative de nos contes et récits traditionnels. Autant que je me souviens, dans ces deux genres la digression est reine, plusieurs histoires se juxtaposant sans se télescoper.

Dans la mesure où la cohérence de l'ensemble est assurée, il n'y a rien à redire. C'est vrai par contre que cette cohérence n'est pas toujours garantie dans certains films africains. Mais il faut dire, à la décharge de ces réalisateurs maladroits, que c'est une certaine forme de frustration qui explique leurs insuffisances. En effet, lorsqu'un cinéaste reste cinq ou dix ans sans possibilité de tourner, dès que l'occasion s'offre à lui il ne résiste pas à l'envie de vouloir livrer en une seule fois le fruit de ses longues réflexions sur la femme, les forgerons, le pouvoir politique j'en passe et des meilleures... »

De tous vos films, quel est celui qui a votre préférence, soit pour son contenu ou sa qualité technique, soit pour les deux ? Pour un créateur c'est un choix toujours difficile.

Med Hondo : « Je les aime tous parce qu'ils m'ont tous valu de nombreuses difficultés. Les accouchements ont toujours été très douloureux parce que j'étais à la fois scénariste, producteur, réalisateur, distributeur, etc. Je les aime tous pour ce qu'il valent, tout en mesurant aussi leurs limites. »

Votre avant-dernier film Sarraounia vous a valu de très grandes difficultés ; vos démêlés avec le distributeur du film, qui ont défrayé la chronique constituent, me semble-t-il, la parfaite illustration du mal qui ronge le cinéma africain, l'empêchant de s'épanouir. Quels sont les faits ?

Med Hondo : « Ce film a suscité, en effet, de nombreux problèmes. Le premier lié à la production. Abdoulaye Mamani, l'auteur du livre *Sarraounia*, était un ami, il m'avait fait lire son manuscrit avant même sa publication. J'avais vite jugé que ce livre, par sa richesse, méritait d'être porté à l'écran. J'en avais donc convenu avec l'auteur et entrepris les démarches nécessaires pour que le tournage puisse se dérouler au Niger, qui servait de cadre à l'histoire. Un accord de coproduction avait été conclu avec la télévision nigérienne et moi-même sur la base de 50/50.

Nous avons donc commencé les préparatifs. Un mois avant le tournage on m'annonce que l'État du Niger renonçait. Toutes mes demandes pressantes d'explications vont se heurter à un mur de silence. Je suis stupéfait, car selon la volonté, maintes fois exprimée du chef de l'État et du gouvernement, la réalisation du film *Sarraounia* était une affaire nationale qui devait être couronnée

de succès. On ne me donnera jamais de justification de cette attitude. Tout ce que j'obtiendrai grâce à l'intervention de l'avocat, Jacques Vergès, c'est que dans un document écrit le Niger s'engage à reconnaître que la responsabilité de l'interruption de la production était de son seul fait.

Alors on peut se perdre en conjectures sur les raisons de cette volte-face. Et d'aucuns s'y sont essayés : pressions de la France qui n'aime pas trop que l'on vienne remuer la boue de l'époque coloniale ? Refus d'un Président d'ethnie djerma (Seyni Kountché) de financer un film sur l'épopée haoussa ? Cabale de cinéastes nigériens ? Le fait d'évoquer ces spéculations ne signifie pas que je les reprenne à mon compte. Du moins convient-il de les verser au dossier d'une affaire qui demeure obscure. A la suite de ces démêlés, avec le Niger, je suis tellement éprouvé que j'ai une légère attaque cardiaque. Je me retrouve aussi avec un déficit de 75 millions CFA, montant des frais engagés pour la préparation logistique du tournage. J'étais condamné à ne pas baisser les bras.

Il se trouve que, peu de temps avant de venir au Niger, j'avais fait la rencontre d'un officier burkinabé, un certain Thomas Sankara, avec lequel j'avais sympathisé. J'étais frappé par son enthousiasme contagieux et la clarté de ses idées. Des liens d'amitié vont s'établir entre nous.

Devenu chef d'État, entretemps, il ne trouvera aucun inconvénient, au contraire, à ce que *Sarraounia* soit tourné dans son pays. Cela se passait en 1985. Mais un nouveau problème va surgir. Je n'obtiens pas l'agrément de tournage du Centre National français de la Cinématographie (CNC), alors que mon dossier est en règle. Le prétexte invoqué est qu'il manque 1 million de francs dans mon montage financier. Ce document était nécessaire puisque les devises pour le financement du film étaient déposées dans des banques françaises. Je serai ballotté d'administration en administration pendant trois

mois. De guerre lasse, j'ai recours aux grands moyens. Après avoir menacé les autorités françaises d'un grand déballage face à cette entrave manifeste à la création, je me rends à Ouagadougou et informe Thomas Sankara de mes démêlés avec l'organisme cinématographique français. Grâce à son intervention personnelle l'État burkinabé me prête les 50 millions CFA que réclame le CNC et je peux commencer à tourner. Je mène le tournage à son terme.

J'avais un distributeur qui avait acheté les droits de diffusion pour 200 000 F. Je lui montre donc le film et il se montre satisfait et m'invite pour « fêter ça » à un déjeuner copieux. Nous décidons de la date de la sortie du film. Le contrat est signé : les projections doivent avoir lieu dans 14 salles. J'attends, confiant. Puis un jour, par acquis de conscience, je téléphone au laboratoire pour voir si les 14 copies sont prêtes. On me répond *“mais, nous n'avons reçu commande que pour 5 copies !”*.

Finalement, le film ne sort que dans 5 salles et pas des meilleures, précédé d'un minimum de publicité. C'est l'indignation dans certains milieux du cinéma où des pétitions, condamnant cette pratique déloyale de censure déguisée, circulent. Le film a été assassiné. Sur les 50 millions prêtés par le Burkina Faso je n'ai pu en rembourser que dix. Je me suis retrouvé endetté dans des proportions vertigineuses. Pire je suis l'objet d'un contrôle fiscal et me retrouve dans l'obligation de liquider la société. J'étais victime de la pire des censures, la censure économique qui, elle, est imparable contrairement à celle de caractère politique. »

A votre avis, ce distributeur qui a, en quelque sorte, mis à mort votre film était-il en service commandé ? Quelles pourraient être les raisons de son attitude ?

Med Hondo : « Diverses explications ont été avan-

cées. D'aucuns y ont vu les manigances d'un gouvernement de droite (nous sommes dans la première cohabitation) auquel le film déplaisait. D'autres ont évoqué les activités douteuses du distributeur en liaison avec un réseau de blanchiment d'argent de la drogue. Rien n'est prouvé. Les questions restent ouvertes. Je dois préciser que lors de la liquidation de ma société, j'ai dû m'endetter pour racheter mes films afin d'éviter qu'ils ne soient vendus aux enchères. Ils représentent 25 années de ma vie.

Voilà résumée l'histoire mouvementée de *Sarraounia*. Depuis j'ai créé une autre société et la vie continue. »

Vous semblez décidément collectionner les difficultés. La réalisation de votre dernier film Lumière Noire n'a pas non plus été de tout repos ?

Med Hondo : « C'est le premier roman français que j'adapte. J'ai mis cinq à six ans à rassembler les moyens minimum pour sa réalisation. Les problèmes vont commencer très vite car on m'interdit de tourner des séquences du film dans les hôtels et les aéroports de Paris parce que, selon l'aveu d'un des responsables de cette interdiction, "... c'est une sale histoire que raconte le film...". Allusion au fait véridique de la fameuse expulsion des cent un Maliens par "charter" ?

Il a fallu que l'auteur du livre adresse une lettre au Président François Mitterrand pour que les blocages soient levés.

J'espère simplement que je ne vais pas connaître les mêmes problèmes de distribution qu'avec *Sarraounia*. Il faut dire qu'à l'heure actuelle, les films français eux-mêmes ont du mal à bénéficier d'une distribution convenable. Les films américains censés "marcher" monopolisent les salles. Les films africains pour ainsi dire n'existent plus aux yeux des distributeurs. Ainsi le dernier film de Sembène Ousmane n'est resté à l'affiche

que pendant une semaine. Pour en revenir à *Lumière Noire* premier polar africain à forte connotation politique, aucune chaîne de télévision française n'a voulu s'associer à la production ou à la diffusion. Le scénario a été rejeté partout. A Canal + on a même refusé le film après l'avoir visionné.

La vérité c'est que nous, cinéastes africains, n'intéressons plus personne dans les pays développés. Nous sommes victimes du désintérêt à l'égard de l'Afrique. »

III

L'Afrique désarçonnée

Notre continent est aujourd'hui au plus bas de la fosse. Les raisons du désastre sont à rechercher sans doute dans le refus de s'assumer et de se prendre en charge. Nous sommes de grands consommateurs de civilisation et d'idéologie élaborées par d'autres. Ne serait-il pas temps, comme le disait Léopold Senghor, que nous apprenions à penser par nous-mêmes et pour nous-mêmes ?

Med Hondo : « Je partage cette opinion qui me paraît fondamentale. Du reste dans mon film *Les Bicots-Nègres* je disais : *"Il est temps que les Bicots-nègres fassent des films destinés aux Bicots-nègres"*. Cela dit, les raisons du marasme voire de la régression que connaissent nos pays sont nombreuses et ont un lien commun. Ceux qui ont eu à exercer le pouvoir ont failli. C'est un premier point. Pourquoi ? Les chefs, dont nos pays se sont dotés après les indépendances, ont revêtu le costume du colon et ont fait pire que lui dans certains cas. Guidés par le goût du luxe et de la jouissance, ils ont exercé le pouvoir en solitaire au service de leurs clans et de leurs intérêts. Le fruit de leurs rapines repose aujourd'hui dans des banques suisses. Il s'agit là d'un schéma général. Même le Front de Libération Nationale (FLN) algérien n'a pas échappé à la règle. A une épo-

que donnée, auréolée de sa lutte victorieuse pour l'indépendance, l'Algérie était une référence. En réalité les dirigeants algériens ne valaient pas mieux que leurs collègues africains. Ce n'était rien d'autre qu'une mafia qui accapare les biens du peuple et envoie ses enfants dans les meilleures écoles européennes, détourne de l'or et des milliards de dollars. Tout ceci s'explique en partie par les conditions dans lesquelles on accédait au pouvoir en ces temps-là. Pas d'élections libres et un bon coup de main de l'étranger, dont on devient un client et un fidèle serviteur. Nous sommes, certes, les premiers responsables de cette situation mais nos anciens colonisateurs le sont tout autant que nous. Ils ont tribalisé nos nations et continuent de freiner notre développement. Nous revenons de loin en vérité. Depuis 5 siècles nous ne savons pas ce que signifie prendre véritablement sa destinée en main ! Ce n'est sûrement pas la "balkanisation" à laquelle nous avons été condamnés qui peut nous permettre, loin s'en faut, de nous en sortir. Je m'étonne qu'il n'y ait pas de grands débats continentaux autour de ces problèmes cruciaux. Méfions-nous des pièges d'une démocratie sans contenu réel qui serait un miroir aux alouettes, un mirage comme le fut l'indépendance dans les années 1960. Entendons-nous bien, je suis un adepte d'une démocratie véritable garantissant la liberté d'expression, le droit au travail, à l'égalité, à la dignité, le respect scrupuleux des droits de l'homme. Mais je suis opposé à la dictature braillarde de partis tribaux sous le couvert d'une démocratie de façade. »

Je comprends cette inquiétude. Winston Churchill disait que « la démocratie est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres ». La démocratie qui s'instaure en Afrique, il nous appartient d'en définir le contenu. Elle constitue une nouvelle chance malgré ses maladies infantiles. Au stade actuel, il me semble que le plus important est d'assurer le respect des droits de l'homme,

de la liberté de presse, la formation d'une véritable opinion publique susceptible de peser sur les décisions des dirigeants.

Med Hondo : « Je déplore profondément que les intellectuels ne s'organisent pas par delà les frontières de nos mini-États et au-delà des clameurs politiciennes pour mener une sérieuse réflexion sur la démocratie et les moyens de redonner à l'Afrique le goût de se battre et de gagner. »

La société civile est étouffée par les hommes politiques...

Med Hondo : « C'est exact. Mais les intellectuels doivent s'engouffrer résolument dans les espaces de liberté qui s'ouvrent et s'ériger en garde-fous pour démystifier les faux démocrates.

Si je prends l'exemple de la Mauritanie, je constate qu'on n'a jamais autant voté. Dans le même temps, les violations des droits de l'homme et les assassinats n'ont jamais été aussi nombreux. Que vaut une telle "démocratie" ? Le petit dictateur mauritanien continue à se conduire comme aucun dirigeant national n'aurait osé le faire dans la passé. En Mauritanie, à l'heure où je vous parle, on continue à vendre des enfants comme esclaves. Les 60 000 réfugiés mauritaniens au Sénégal et les 15 000 au Mali sont laissés à leur misère. L'arbitraire est partout présent. Parler de multipartisme et de démocratie dans ces conditions est une sinistre plaisanterie.

Les parrains de la démocratie en Afrique ne doivent pas accepter ces palinodies, sauf à disqualifier pour longtemps cette grande idée. Le bourrage des urnes a permis la reconduction, dans leurs fonctions de Président, de personnages honnis et corrompus, sans susciter chez les donateurs de leçons, dans le meilleur des cas, plus que de vagues protestations vite étouffées.

Moralité : les intérêts des grandes puissances priment sur les exigences de démocratie. C'est un constat terrible. »

Construire la démocratie est une tâche complexe. Un phénomène récent le démontre : les mêmes qui n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer le néo-colonialisme, et d'une manière générale les ingérences étrangères dans nos pays, en appellent à l'ancienne puissance coloniale pour établir l'ordre démocratique et mettre à la raison les dictateurs !

Med Hondo : « C'est une ambiguïté qui révèle notre degré de dépendance. A y réfléchir, il est logique que l'on fasse appel à l'ancienne puissance coloniale. Puisqu'elle s'arroge le droit d'indiquer la voie et de distribuer des bons et des mauvais points, il faut la prendre au mot et la pousser au bout de ses choix supposés. En somme la mettre au pied du mur. L'expérience a vite prouvé qu'il s'agissait d'un marché de dupes et qu'entre les déclarations péremptoires et les actes il y avait un fossé.

Cela étant, s'en remettre même pour la bonne cause à nos "anciens maîtres" dénote un phénomène d'aliénation inquiétant. C'est, hélas, une manière de victoire pour le colonialisme.

Finalement, tout est question de responsabilité. Nous en manquons singulièrement à tous les niveaux. Ce qui fait de nous les victimes désignées des Machiavels internationaux. Si nous ne faisons pas preuve d'un plus grand sens de nos responsabilités, nous serons bientôt réduits à n'être que les danseurs du monde, des "tam-tameurs". »

Certains avancent l'idée selon laquelle, s'il n'y avait pas eu la parenthèse coloniale, les institutions africai-

nes, héritées des anciens empires, auraient connu une évolution historique débouchant sur la constitution d'États mieux adaptés à nos réalités sociologiques. Personnellement, je suis toujours très réservé face à ces tentatives d'enjoliver et d'idéaliser le passé. Nos sociétés des temps anciens n'étaient pas toujours des modèles.

Med Hondo : « Je dirais à ce propos que certains font, par exemple, une lecture erronée des travaux de Cheikh Anta Diop. Son propos n'était pas de trouver un alibi à nos malheurs présents, il a rétabli de manière scientifique la continuité historique des civilisations négro-africaines depuis les temps pharaoniques. Une manière de rendre la dignité aux siens.

A la limite peu m'importe ce que nous aurions pu devenir avec des si... Le plus intéressant à mon sens est d'avoir une approche critique de ce que nous sommes aujourd'hui. »

Lorsqu'on observe l'évolution de l'Afrique depuis les indépendances, on est effaré par le fossé abyssal qui sépare les classes dirigeantes et les masses paysannes livrées à elles-mêmes, dont certaines ont encore un mode de vie préhistorique.

Med Hondo : « Vous mettez le doigt sur un problème fondamental. En réalité, la plupart des systèmes politiques africains sont fondés sur l'ignorance des aspirations profondes des masses laborieuses, rurales notamment, qui confine au mépris. En Afrique, il y a le monde du pouvoir et ses satellites qui monopolisent les richesses, distribuant quelques miettes aux classes moyennes urbaines. Les paysans sont des laissés-pour-compte absolus. Comment voulez-vous concevoir un développement équilibré dans ces conditions de disparité économique et sociale scandaleuses ? Car, aujourd'hui, la classe politique dirigeante est dans l'incapacité de mobi-

liser les masses rurales auprès desquelles elle a perdu toute crédibilité. On en arrive même à cette situation surréaliste où certains regrettent le temps des colons où l'on marchait sous le fouet, certes, mais où l'on ne vous laissait pas mourir de faim, pas par philanthropie mais pour une simple question de rendement. Au moins les choses étaient claires.

Le résultat c'est qu'il est des moments où l'on a honte d'être africain. Nous restons encore trop passifs. Nous devons nous secouer. »

Le refus de se prendre en charge caractérise hélas aujourd'hui l'Afrique. Peut-être qu'en guise d'électrochoc, il serait bon de décréter : terminé l'alibi commode du colonialisme source de tous nos maux. Regardons-nous les yeux dans les yeux et disons-nous nos quatre vérités. Nous sommes les principaux responsables de nos malheurs.

Med Hondo : « Tout à fait d'accord. Mais j'ai l'impression que nous avons beaucoup de mal à accepter la critique. C'est presque culturel. Dans mon premier film, je tournais en dérision les satrapes au pouvoir après les indépendances. Bien, il m'a été reproché d'apporter, ce faisant, de l'eau au moulin du néo-colonialisme ! Je suis prêt à faire tous les procès possibles et imaginables au colonialisme, mais n'oublions pas une chose : nous n'avons pas été les seuls colonisés du monde. L'histoire regorge d'exemples de pays colonisés qui s'en sont sortis. Nous n'allons pas chercher éternellement des responsables à nos carences et à nos turpitudes.

Si nous étions un tant soit peu sérieux et organisés, nos pays ne seraient pas le champ clos des convoitises politiques et économiques étrangères.

Le colonialisme fut une réalité de même que le néo-colonialisme qui lui succéda. Et après ? Que faisons-nous

pour nous y opposer efficacement ? J'entends dire souvent, les puissances étrangères introduisent le ferment de la division en Afrique. Hélas les Africains n'ont pas attendu cela pour s'entre-déchirer allégrement. »

Parlons net : il me semble que tout sursaut futur en Afrique passe par davantage de travail et donc une productivité accrue. Car le fait est là, brutal : l'Afrique ne travaille pas. C'est vrai que les colonialistes nous avaient fait cette réputation. A quoi nous répondions que ce manque d'ardeur à la tâche était une manière déguisée de faire de la résistance. Fort bien. Mais enfin, nous voilà indépendants depuis au moins trois décennies. Il est vrai que l'incurie de nombre de dirigeants, le carriérisme triomphant et la corruption impunie n'incitent pas particulièrement au travail...

Med Hondo : « Il y a longtemps que je me tue à dire (cela ne me vaut pas que des amis) que concernant le cinéma, par exemple, rien ne peut remplacer le talent et le travail. En effet, dans ce domaine on voit surgir des individus (qui n'ont aucune disposition pour le métier), simplement par mimétisme parce que le cousin ou le frère d'un ami fait du cinéma.

Le travail est effectivement une denrée rare chez nous. C'est vrai que les paysans se tuent à la tâche, les femmes aussi travaillent beaucoup mais, sans être injuste, je dirais que le reste de la société fait le minimum, quand il ne se tourne pas carrément les pouces. Il est très regrettable que le travail ne soit pas perçu comme un moyen d'affirmation et une condition de la dignité. Il faut que nous comprenions que les autres ne vont pas travailler à notre place. Il y a vingt-cinq ans, certains spécialistes occidentaux prophétisaient la mort de l'Inde par implosion sous le poids des traditions et de la famine. Eh bien non ! L'Inde s'est redressée grâce au travail de ses fils. Elle est aujourd'hui auto-suffisante

du point de vue alimentaire. Elle maîtrise des technologies de pointe. L'Inde produit 880 films par an. Certes il y a des problèmes, mais le pays est debout et marche. Il a trouvé sa rédemption dans le travail. Sans parler des "nouveaux dragons" du Sud-Est asiatique et de l'admirable Viêtnam. »

Autre chose : nous prétendons appartenir à des sociétés qui cultivent la solidarité, mais paradoxalement il semble que le sens de l'intérêt général soit partout en régression, voire inexistant.

Med Hondo : « La solidarité comme le travail se cultive. Traditionnellement dans nos sociétés la solidarité était la règle. Dans les temps anciens, dans ma "tribu", lorsqu'un étranger se présentait on était tenu de lui offrir le gîte et le couvert sans chercher à savoir ni son nom, ni ses origines. Ce n'est qu'au bout du troisième jour, éventuellement, qu'il était convenable de lui poser ces questions. Cette époque est révolue, voici venu le temps des hyènes ! Mais il faut dire que l'extrême dureté de l'époque dans laquelle nous vivons y est pour quelque chose.

Quel sens peut revêtir le mot solidarité pour un chômeur d'un bidonville d'une mégalopole africaine ? Il sort à l'aube de son taudis sur la pointe des pieds pour ne pas réveiller ses nombreux enfants qui lui réclameraient leur petit déjeuner. Il erre en ville à la recherche de la pitance et ne trouve que quelques os avec des lambeaux de chair qui donneront un soupçon de goût à son plat de riz...

Nous étions autrefois solidaires parce que dans nos villages les gens avaient de quoi se nourrir. Aujourd'hui la misère se généralise puisque les dirigeants politiques sont incapables d'assurer aux populations le minimum vital. Alors c'est le sauve-qui-peut. Une de nos valeurs fondamentales de civilisation se trouve ainsi foulée aux

pieds. Cela se traduit au plan politique par le pillage organisé du bien public. Les politiciens volent le paysan et les petites gens en général, sans vergogne. Nos ancêtres s'en retournent dans leurs tombes. Dire aujourd'hui que l'Africain est plus solidaire qu'un autre, c'est se moquer du monde. »

Sans vouloir insulter tous nos dirigeants actuels, on est bien obligé de constater l'absence de grandes voix africaines comme on en avait connues avec Nyéréré, N'Krumah, Lumumba, Cabral. Nous n'avons plus d'hommes de cette dimension, si nous mettons à part Nelson Mandela auréolé des décades passées au bagne de Robben Island.

Med Hondo : « C'est vrai qu'on a parfois le sentiment d'une stagnation au niveau des idées, parce que la plupart de nos intellectuels ne font pas leur travail. Il peut sembler facile de porter de pareils jugements lorsque l'on vit soi-même à l'étranger. Qu'importe, je ne suis pas un exilé de luxe et j'ai le droit d'avoir un regard critique sur la marche des événements dans nos pays. Cela dit, je concède que la position de l'intellectuel en Afrique est des plus inconfortables. Il a le choix entre la survie (qui implique le silence) et la prison ou l'exil. Je ne jette la pierre à personne. Sous d'autres cieux, c'est grâce en partie aux sacrifices consentis par les intellectuels, que des progrès ont été accomplis tant au plan de la pensée, de la démocratie, qu'au plan du développement.

Dans nos pays, les intellectuels, faute d'organisation et par conséquence, ne parviennent pas à infléchir le cours des événements. Il y a un autre élément à prendre en compte. L'effondrement du système communiste a modifié certaines données : terminé le soutien que le bloc socialiste apportait à certains de nos pays. Il est d'ailleurs important d'indiquer que cette aide était payée "rubis sur l'ongle".

En tout cas, aujourd'hui, nous ne sommes plus un enjeu idéologique, ni un enjeu géo-stratégique. L'Afrique se retrouve donc seule face à elle-même. Ce qui, au fond, n'est pas plus mal car c'est le moment de vérité. C'est là où les grandes idées, brandies et popularisées par les éminentes personnalités que vous avez nommées, auraient pu nous être d'un grand secours. Malheureusement ces idées, faute d'être portées par des hommes nouveaux de grande dimension, se sont étioilées. Nous ne savons même plus valoriser nos mythes. Les meilleures intelligences sont prises en otage par les politiciens. Le silence seul ne garantit plus une certaine sécurité, il faut aussi se muer en courtisan.

Comment être productif dans ces conditions et surtout comment enrayer la fuite des cerveaux qui en résulte et dont la proportion n'a pas d'équivalent dans le monde ? En Afrique, les intellectuels se sont tus, vaincus ! Leur réveil sera celui du continent tout entier. En tout état de cause, mieux vaut mourir debout.

Deux faits illustrent cette coupable passivité des intellectuels : la dévaluation du franc CFA imposée à nos chefs d'État et l'enrôlement, sans condition, de ces derniers dans la bataille dite de "l'exception culturelle" — lors du sommet de la francophonie à l'île Maurice — par la volonté du président Mitterrand qui, en l'occurrence, n'avait en vue que les intérêts français. Ces deux événements ont constitué une insulte à la souveraineté de nos pays. Face à cette situation dégradante on n'a que très peu ou pas du tout entendu les intellectuels. Il n'y a eu aucune initiative, des intellectuels, pour expliquer les tenants et les aboutissants de ces deux affaires et avancer des propositions qui sauvegardent les intérêts africains. Bref, aucune mobilisation. »

On aurait pu penser qu'à la faveur de la démocratisation, qui se poursuit tant bien que mal, des hommes nouveaux nombreux auraient émergé porteurs d'idées

nouvelles mobilisatrices. Il y a eu, certes, au niveau des dirigeants quelques changements, non négligeables, au Bénin, au Niger, au Mali, au Congo, etc. Mais ils sont englués dans des problèmes de gestion quotidienne qui ne leur permettent pas de donner toute la mesure de leurs possibilités.

Med Hondo : « Je ne me fais pas d'illusions sur la "carotte" démocratique Mais je continuerai à la défendre. Car si je me réfère, par exemple, à la Mauritanie il y a des avancées, les bouches s'ouvrent, quelques journaux mènent le bon combat, malgré les manœuvres pour les faire taire. La presse indépendante a dû déclencher une grève de parution illimitée. Du jamais vu ! Mais là où le bât blesse, d'une manière générale, c'est que dans la plupart des pays gagnés à la démocratisation, les élections n'ont pas été transparentes. Ces entorses à la démocratie se font avec la complicité des pays européens, comme s'il existait la volonté cachée de limiter la démocratie, comme en son temps l'indépendance. L'opposition est tolérée à condition que ses ambitions ne dépassent pas le poste de Président de l'Assemblée nationale ou de Premier ministre.

La démocratie n'est pas une fin en soi, c'est un moyen pour développer la conscience politique. Bien comprise, elle doit permettre au peuple d'exercer un contrôle et de mettre hors d'état de nuire les voleurs et les arnaqueurs qui obstruent trop souvent les allées du pouvoir. Nous n'en sommes pas encore là. »

La démocratie telle que nous la vivons aujourd'hui semble concerner les citadins. Les ruraux en sont exclus dans la pratique. Toute la question est de savoir comment faire pour associer véritablement les masses rurales à la vie de la nation, de manière à ce qu'elles se sentent impliquées dans le jeu politique.

Med Hondo : « C'est la clé du développement. Pour

le moment les villes sont des "prédateurs" qui sucent les campagnes comme une sangsue sans rien leur offrir en contre-partie. D'autre part, le mirage des villes attire les ruraux qui sont alors parqués dans d'infests bidonvilles. A tous égards donc, nos villes constituent des plaies pour les campagnes. C'est précisément pour cette raison qu'une opposition digne de ce nom ne doit pas se contenter de conquérir les centres urbains. L'essentiel de son travail doit porter sur le pays profond, les campagnes. »

Dans la grisaille africaine actuelle, la nouvelle Afrique du Sud de Mandela a un rôle de locomotive à jouer. Mais ne rêvons pas trop : la tâche qui attend le nouveau Président sud-africain au plan intérieur est immense. Mais le destin de l'Afrique se jouera en partie là.

Med Hondo : « Juste un exemple. En 1973, j'avais écrit un sujet se rapportant à l'Afrique du Sud et intitulé *Terreur Blanche*. J'ai pris des contacts avec quatre cinéastes africains de différentes nationalités pour que nous réalisions, sur cette base, un film en commun. C'eut été une manière d'apporter notre modeste contribution à la lutte implacable de l'ANC contre l'apartheid. Je ne fus pas entendu et le projet tomba à l'eau.

D'une manière générale la part du reste de l'Afrique dans le combat des nationalistes sud-africains fut négligeable. Il faut savoir que la victoire de ces derniers ne doit rien à une quelconque solidarité africaine. Il n'y a pas eu de mobilisation. Ce fut le service minimum. C'est un premier point. Il s'y ajoute qu'effectivement, l'Afrique du Sud est confrontée à des problèmes considérables pour résorber les disparités abyssales entre les deux grandes composantes de sa société. L'apartheid a provoqué une désintégration de la personnalité des opprimés, les Noirs en l'occurrence. Rendre toute leur dignité

à ces hommes mutilés psychologiquement n'est pas, non plus, une mince affaire.

Enfin, même en rêvant, je trouve inacceptable d'attendre des autres (fussent-ils des nôtres) des solutions à nos problèmes. Il ne faut pas se faire d'illusions, l'Afrique du Sud est soumise aux lois du marché mondial et à la division internationale du travail, elle n'a donc pas une liberté totale de mouvements.

Cela étant, dans l'absolu, l'Afrique du Sud dispose de l'infrastructure technologique, des capitaux et des ressources humaines pour devenir un modèle. Elle peut tirer le reste de l'Afrique vers le haut. »

IV

L'unité africaine

L'unité est un grave problème. Tout le monde en parle. C'est devenu un serpent de mer. Plus on en parle et moins on se rapproche de sa réalisation. C'est à se demander s'il ne s'agit pas, finalement, d'un mirage. Ce qui serait dramatique car c'est une question de survie d'une brûlante actualité. Que faire ?

Med Hondo : « Je suis un acharné de l'unité, un panafricaniste de conviction profonde. C'est la voie pour échapper à l'abîme qui guette nos pays. Au risque de passer pour un doux rêveur, je dirais que l'idée d'unité est ancrée au plus profond des peuples africains. Du reste pour eux les frontières n'existent pas. Même les pays riches, qui ont donc moins de raisons que nous de s'unir, le font. *A fortiori*, c'est une nécessité vitale pour nos micro-États.

Il ne s'agit certes pas de faire l'unité à n'importe quelle condition. Voici du reste un sujet de débat qui aurait dû inspirer les intellectuels : l'unité ? Comment ? Et pour quel objectif ? Nous avons la chance que pour l'Africain des campagnes (c'est-à-dire l'immense majorité) l'unité va de soi. Une anecdote à ce sujet. Un nomade mauritanien avait coutume de conduire ses bêtes en transhumance au Mali. Il n'avait pas de papiers d'identité et se moquait des frontières. On finit par lui

faire comprendre que les nouvelles lois exigeaient qu'il possède une carte d'identité. Il s'en procura une. Au cours de nouvelles pérégrinations un garde-frontière lui demande ses papiers. Il se présente et égrène la liste des membres de sa tribu dont certains vivent au Mali, en Algérie, au Sénégal. Le garde-frontière insiste pour voir sa pièce d'identité. Il s'exécute et se voit reprocher de ne pas avoir une photo sur son document. La remarque a le don de le mettre hors de lui : *"Quoi ! Vous faites davantage confiance à une photo qu'à ma parole ?"*. En vérité, nos peuples sont disponibles pour l'unité mais une certaine lassitude commence à gagner les esprits parce que l'unité est devenue un slogan servi à toutes les sauces, un objet de rhétorique stérile. »

Il est clair, par exemple, que les Présidents de nos mini-États actuels ne voudront jamais être « ravalés » au rang de gouverneurs au sein d'une grande Fédération, tout partisans de l'unité qu'ils soient en théorie.

Med Hondo : « Je ne voudrais pas porter un jugement d'ensemble sur l'œuvre et la personnalité de Houphouët-Boigny. Il appartient aux Ivoiriens de le faire. Il faut cependant dire que sur le registre de l'unité sa position a été constante. Il a toujours été hostile, s'employant même, chaque fois qu'il le pouvait, à casser les Fédérations existantes. A l'inverse d'autres qui se présentaient comme des militants de l'unité n'ont pas fait avancer la question d'un iota. »

Je pense que les intellectuels, les élites, ceux qui font profession de penser ont un rôle fondamental à jouer en suscitant une dynamique en faveur de l'unité.

Med Hondo : « Je ne connais pas un seul problème auquel est confrontée l'Afrique qui suscite une réflexion

endogène de la part des Africains. Ils sont toujours à l'écoute de Paris, New York, Londres ou Berlin. Il suffit que d'une de ces capitales arrive une escouade d'experts "cravatés", en vue d'un quelconque séminaire, pour que tout le monde accourt. En temps normal, mobiliser les intellectuels s'avère une tâche très ardue voire impossible. C'est peut-être un point de vue sévère. »

V

L'intégrisme

Aux différents maux dont souffre l'Afrique en ce moment, on doit ajouter l'intégrisme. Sans doute les difficultés économiques et sociales expliquent la montée de ce mouvement. Dans nos sociétés de tolérance, l'intégrisme, qui prône l'exclusion et cultive la haine, semble être le mal absolu.

Med Hondo : « L'intégrisme est aussi une des conséquences de la trahison des clercs. Je me mets à la place d'un musulman algérien, qui aurait aujourd'hui 40 ans, qui a connu les exactions du colonialisme et qui a assisté à l'arrivée des siens au pouvoir avec leur cortège de promesses (modernisation, justice sociale, égalité). Tout cela s'avère une mystification. Il retourne donc à ses sources, c'est-à-dire à sa religion. L'Islam est davantage qu'une religion : il imprègne tous les actes de la vie sociale.

L'Algérien, en question, est un musulman sincère qui a du Coran une connaissance sommaire. Il ne demande qu'à pratiquer sa religion en toute quiétude. Mais il y a là quelques démagogues qui guettent, comme des corbeaux de mauvaise augure, mettant à profit la misère et les frustrations des fidèles ; ils brandissent un Islam simpliste, mensonger (qui n'existe que dans leurs têtes) au service d'ambitions "pouvoiristes". Il s'agit souvent

d'hommes qui ont mené aussi des études dans les meilleures universités occidentales. C'est une nouvelle race de politiciens armés d'une idéologie rétrograde qui nous promet, non pas des lendemains qui chantent, mais le retour assuré au Moyen Age avec l'inquisition et les guerres de religion. Les victimes de ces charlatans sont des hommes comme vous et moi qui, se sentant trahis de tous côtés, foncent tête baissée dans un domaine qu'ils croient maîtriser : leur religion. »

L'affaire Rushdie interpelle chacun d'entre nous. Il est vrai que l'Occident en fait un usage abusif. Cela dit, nous avons là, sous les yeux, les excès auxquels peut mener l'intégrisme. C'est aussi, au plan général le problème de la tolérance qui est posé. Qu'inspire, au créateur que vous êtes, « l'affaire » ?

Med Hondo : « Je dois avouer que je n'ai pas lu les *Versets sataniques*. J'ai été sollicité pour signer des pétitions en faveur de Rushdie, mais j'ai refusé. Par principe je suis contre toute forme d'intolérance qui empêche la liberté d'expression. J'y suis d'autant plus sensible que si je suis contraint de vivre, depuis des années, en France, c'est en raison de l'intolérance diffuse qui sévit dans mon pays et ne me permet pas de m'y exprimer totalement. Prenons un exemple. Si aujourd'hui je décidais de faire un film sur l'esclavage, je ne pourrai évidemment pas le réaliser en Mauritanie. Et pour cause !

Pour en revenir à Rushdie, j'estime que le droit sacré à l'expression n'autorise pas à insulter les autres. Mais il appartient exclusivement à l'artiste, ou à l'écrivain, de se fixer des limites à ne pas franchir. Ce n'est du ressort d'aucun pouvoir ni d'aucune religion. Je suis donc totalement opposé à la Fatwa lancée contre Rushdie. En Islam, il n'existe pas de clergé qui autorise ou interdit. Le musulman n'est directement responsable que

devant Dieu. Il n'a pas besoin d'intercesseur entre lui et Allah. Je ne vois pas pourquoi les mollahs iraniens s'arrogeraient le droit d'interdire à un musulman de s'exprimer sur tel ou tel sujet, y compris le Saint Coran. »

Puisque nous parlons d'intégrisme, pouvez-vous nous donner votre sentiment sur le désastre algérien ?

Med Hondo : « Je connais assez bien l'Algérie. Le fascisme religieux qui y sévit à l'heure actuelle vient de loin. Déjà à l'époque du règne sans partage du Front de Libération Nationale (FLN) les mosquées poussaient comme des champignons. Une politique d'arabisation était menée en dépit du bon sens. On a voulu faire table rase de l'Histoire par démagogie et par volontarisme forcené. Les noms de rue en français étaient du jour au lendemain écrits en arabe sans tenir compte de la proportion très importante des analphabètes en arabe. Cette manière de faire la cour aux oulémas (et les rigoristes de décréter l'Islam religion d'État) a fait le lit de l'intégrisme. A quoi s'ajoute, évidemment, le naufrage économique et social où une bureaucratie dogmatique et vorace a mené l'Algérie. Ce dernier point est valable pour l'ensemble du monde musulman. Le régime FLN a trop joué avec le feu et c'est l'Algérie qui brûle aujourd'hui. »

VI

L'immigration

L'immigration est un problème qui vous tient à cœur. Vous l'abordez dans certains de vos films. La situation actuelle des immigrés suscite au moins deux réflexions. D'une part on se dit qu'ils sont si maltraités en France qu'il faut sérieusement envisager leur retour. D'autre part on se rend à l'évidence en constatant que, par rapport au passé, l'immigration n'est plus passagère. Elle a pris un caractère permanent, c'est-à-dire que les immigrés s'installent sans esprit de retour. En réponse à cela, semble-t-il, des mesures draconiennes sont arrêtées pour réduire, voire tarir, le flux de l'immigration. Peine perdue. Tant que le sous-développement sera le lot de nos pays, leurs habitants ne pourront résister à l'appel du faux Eldorado européen. Quelle est votre opinion sur cette série de problèmes ?

Med Hondo : « Je reste convaincu que l'immigration est un drame. Pour prendre mon cas, lorsque je suis arrivé en France, je ne pensais pas que mon séjour durerait si longtemps. Connaissant la situation économique et sociale de la Mauritanie, je comprends tout à fait les raisons qui poussent les gens à s'exiler pour aller vendre leur force de travail. Je connais dans mon pays des filles "haal-pulaar-en" (toucouleurs) qui ont

épousé des Français dans le seul but de pouvoir partir à l'étranger. Il y a dix ans il était impensable que cela puisse se passer. Tout au long de l'histoire, des migrations massives se sont produites à des moments dramatiques. Le drame dans nos pays, aujourd'hui, il est économique.

La situation des immigrés dans les pays où ils s'implantent est compliquée, du fait qu'ils sont pratiquement abandonnés par leurs pays d'origine. Ces derniers font le minimum en leur faveur. Le contraste est saisissant avec l'attitude des grands pays européens à l'égard de leurs ressortissants amenés à s'expatrier dans une quelconque partie du monde. Ce qui n'empêche pas ces pays d'infliger des traitements dégradants aux immigrés qu'ils reçoivent sur leur sol. Voir des Africains enchaînés comme des malfaiteurs avant d'être reconduits vers leurs pays d'origine est un spectacle qui n'honore pas des États qui se proclament des défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie. Il n'y a rien de pire pour un homme que l'humiliation. C'est devenu le lot quotidien des immigrés dans les pays du Nord. »

A entendre certains discours en France, il n'y a de bons immigrés qu'intégrés. Cette intégration doit-elle se traduire par la négation de la personnalité profonde de l'immigré ? Pour être accepté doit-il se livrer à un « strip-tease » culturel et social, faire table rase de son passé ? Voilà la question.

Med Hondo : « C'est tout à fait ça. Le choix est étroit : ou tu te soumetts ou tu rentres chez toi. C'est quoi être intégré ? Je le suis et vous l'êtes aussi dans la mesure où nous respectons les lois françaises et où nous payons nos impôts. Évidemment, si intégration sous-entend assimilation c'est inadmissible. Je ne peux accepter qu'on tue chez l'immigré l'espoir de retourner un jour chez lui. En réalité, quelque part, on veut "fran-

ciser" l'immigré. Heureusement l'entreprise n'est pas de tout repos : on voit ainsi des immigrés de la deuxième ou troisième génération aller obstinément à la recherche de leurs racines. Il est impossible de leur enlever ce supplément d'âme.

Historiquement le colonialisme français fut assimilationniste alors que le colonialisme britannique prônait une sorte de développement séparé. Ces deux approches différentes se retrouvent dans la gestion du problème de l'immigration. Il faut ajouter que l'intégration, aussi parfaite soit-elle, ne constitue pas une garantie contre le racisme et autres manifestations de rejet.

Le délit de faciès a encore de beaux jours devant lui. Les limites de l'assimilation éclatent dans le cas des Antillais : ils ne seront jamais considérés comme des Français à part entière... »

Les sociétés américaines ou britanniques s'acceptent comme étant multiculturelles. En France rien de tel, sous le prétexte que la reconnaissance de la particularité culturelle des minorités risque de les enfermer dans un ghetto. La belle excuse...

Med Hondo : « Mais les ghettos existent en France. L'agglomération parisienne, par exemple, en renferme de nombreux. C'est la faiblesse des moyens économiques qui détermine les ghettos. Les immigrés africains, étant affectés aux tâches que le Français de souche ne veut plus faire, soumis à tous les préjugés xénophobes nés de l'histoire coloniale de la France, ne peuvent que se replier sur eux-mêmes. Il faudra, sans doute, beaucoup de temps pour que la culture impériale raciste, qui imprègne les couches de la société française, disparaisse afin que l'immigré bénéficie du respect et de la considération, auxquels il a droit.

Il est aujourd'hui plus déconsidéré que par le passé en raison de l'image négative que renvoie son continent

assoupi... Brandir la menace de ghetto est une hypocrisie. En Angleterre des immigrés sont présents dans les Assemblées électives. Les organisations d'immigrés, en raison de l'autonomie dont ils y jouissent, ont une très grande capacité de mobilisation, rassemblant facilement des centaines de milliers de personnes. Ils ont leurs théâtres, leurs cinémas, etc. Bref, ils sont infiniment mieux organisés (je ne dis pas plus heureux) que les immigrés en France. »

Il fut un temps où les immigrés envisageaient sérieusement leur retour au pays où ils mettraient les compétences et les techniques acquises au service des leurs. Ceci, me semble-t-il, est passé de mode en raison de la sévère crise économique qui frappe nos pays, des structures d'accueil éventuelles n'existent pas...

Med Hondo : « Dans mon deuxième film, Les Bicots-Nègres : vos voisins..., je prônais le retour. Je n'ai pas changé d'avis. Aujourd'hui, j'ajouterais à l'intention des candidats au départ : "Ne tombez pas dans le piège, restez dans vos pays où règne, certes, la pauvreté mais où un minimum de dignité vous est garanti. Ici vous serez dépouillé de toute dignité".

A l'adresse des pays qui, comme la France, accueillent des immigrés je voudrais dire ceci : *"N'oubliez pas que vous avez une dette de sang à l'égard de nos pères et de nos grands-parents dont certains ont donné leur vie dans la résistance à la barbarie nazie"*. De plus nous ne sommes pas ici par hasard : le français m'a été imposé. On est venu chez moi sans autorisation. Plusieurs milliers d'Européens vivent et prospèrent dans nos pays sans qu'ils soient victimes de brimades.

Les immigrés ont participé au développement de la France. De l'esclavage aux grandes guerres, du sang noir et arabe a été versé dans ce pays. Cela ne nous confère aucun privilège certes, mais nous méritons un minimum

d'égard. Il est, dans ces conditions, parfaitement ignominieux que les immigrés soient jetés comme des citrons pressés. »

Est-ce que l'image de l'Afrique, que véhiculent les média occidentaux, ne contribue pas au phénomène de rejet dont les immigrés sont les victimes ?

Med Hondo : « C'est la raison fondamentale pour laquelle je fais du cinéma. En voyant l'image de l'Afrique imprégnée de racisme, que renvoyaient les médias, je ne pouvais qu'essayer de réagir à ma manière avec mes moyens pour donner à voir autre chose de plus conforme à la vérité.

Ouvrez les journaux aujourd'hui : s'agissant de l'Afrique c'est le mépris permanent. Sans doute ne faisons-nous pas assez pour inverser cette tendance. Ce n'est pas une raison pour qu'engoncés dans leurs certitudes, leur complexe de supériorité et leur bonne conscience, les Occidentaux continuent d'avoir une vision caricaturale de ce que nous sommes. Même les communistes tombent dans ce travers. Après mon film *Soleil O* j'ai eu des remarques de militants du genre : "... mais tu comprends, la bourgeoisie et les capitalistes font exprès d'envoyer tous les immigrés dans les quartiers populaires...". Ils s'en offusquaient donc, criant presque au complot. Et moi de répondre : "... mais enfin si vous êtes des marxistes conséquents, vous devriez savoir que ceci est dans l'ordre des choses. Si vous pensez le contraire, envoyez les ouvriers français habiter Neuilly ou le 16^e arrondissement ; ils ne pourraient pas tenir pour des raisons économiques. C'est pour les mêmes raisons que les immigrés rejoignent leurs frères de classe...". La solidarité de classe a peu de sens pour ces gens-là. L'électoratisme a gangrené les positions traditionnelles des communistes sur le problème de l'immigration, au point qu'ils ont fini par épouser l'air du temps caractérisé par la xénophobie. »

De manière tout à fait abusive, on établit souvent un lien entre l'immigration et la délinquance pour discrediter les immigrés...

Med Hondo : « Une étude parue, il y a quelques mois, dans la revue *Hommes et Migrations* portant sur la manière dont le quotidien *Le Midi libre* traitait des questions liées à l'immigration est révélatrice. 75 % des articles présentaient l'immigré comme un dangereux trafiquant, un chômeur, un drogué, un délinquant... Ce n'est pas nouveau. Pour justifier la colonisation, des esprits tordus avaient décidé que les Africains étaient des sauvages qu'il fallait civiliser. Aujourd'hui, les Africains sont présentés comme des vecteurs du sida, des délinquants. »

Quelle est ta position sur la question du voile islamique à l'école, qui a défrayé la chronique à un moment donné. Il y a deux lectures possibles du phénomène. On peut considérer les remous provoqués par l'affaire comme la manifestation du refus d'accepter la différence. On peut aussi estimer que, par leur entêtement, les parents des élèves en question se trompent de combat. C'est personnellement ma position.

Med Hondo : « Je trouve ridicule qu'on empêche des jeunes filles de venir à l'école avec le voile islamique. Des rigoristes musulmans interdisent à leurs filles de montrer leurs cheveux. Soit. Au plan de l'Islam, c'est déjà très discutable. Mais qu'au nom de la laïcité on interdise à ces jeunes filles voilées l'accès à l'école est une position étrange. D'une part elle dénote une intolérance, d'autre part elle ôte la possibilité à ces filles de s'émanciper par la fréquentation de l'école publique laïque susceptible de leur donner des armes pour lutter contre l'obscurantisme. Et puis si on interdit le port du voile, pourquoi tolérer le port de la kippa pour les juifs

et la croix pour les chrétiens. L'argument a été avancé et il est pertinent. »

J'estime que les parents des filles voilées cultivent ostensiblement l'oscurantisme. Pour tout dire : je ne me battrai pas un seul instant pour qu'elles aient le droit de porter le voile. C'est un combat absurde et rétrograde.

Med Hondo : « Je ne me battrai pas non plus pour qu'elles arborent le voile. Mais l'affaire est plus complexe. L'Islam est aujourd'hui la deuxième religion en France. Les musulmans sont donc en droit de revendiquer des écoles privées et coraniques, comme les pratiquants des autres religions. Ce n'est pas, encore une fois, en contraignant les filles à renoncer au voile que l'on va changer la mentalité des parents. Il faut laisser ces jeunes filles découvrir les vertus de l'école laïque, qu'elles puissent mener leur combat au sein de leur propre famille.

En vérité les autorités, qui ont décidé de sévir contre les élèves voilées, n'avaient pas en vue la défense de la laïcité. Ils poursuivent simplement un dessein assimilationniste. Ce n'est pas de cette manière que l'on lutte contre le fascisme intégriste. Il appartient aux musulmans de mener ce combat-là. »

VII

Les femmes

Les femmes africaines sont loin d'occuper la place qu'elles mériteraient dans nos sociétés machistes. Il me revient à l'esprit les propos d'une nationaliste algérienne qui avait pris une part importante à la lutte de libération, aux côtés de nombreuses autres femmes : « ...une fois l'indépendance obtenue, les hommes nous ont renvoyées à nos fourneaux... ». Autre témoignage, celui de Mme Jocelyn Lissouba, épouse du chef de l'État congolais, qui dirige une Fondation travaillant beaucoup dans le monde rural : « ...dans les campagnes africaines certaines femmes sont traitées comme des bêtes de somme... ». C'est une situation d'autant plus stupide qu'elle aboutit à marginaliser la moitié au moins de la population...

Med Hondo : « Absolument. Nous parlions tout à l'heure de l'Islam. Aïcha, la femme du prophète Mohamed, a posé des problèmes à son mari concernant la condition de la femme. Elle était très active dans ce domaine, étant une féministe avant la lettre. Passons ! En Algérie et ailleurs, c'est vrai que les femmes après avoir été utilisées politiquement ont été renvoyées au foyer. C'est ainsi se priver d'une part active et productive de la société. Rien ne justifie une telle attitude sinon le phallocratisme. Nous sommes, en quelque sorte, reve-

nus à nos tares originelles. Même le combat pour l'indépendance n'a pu briser les conservatismes en ce domaine. De mon point de vue, il s'agit là d'une catastrophe. »

Sarraounia, dans le film du même nom, symbolise la femme africaine de vos rêves, peut-être. Cette reine superbe et digne, qui est aussi une meneuse d'hommes au sens politique très aigu, a en effet fière allure...

Med Hondo : « *Sarraounia* est adapté d'un livre écrit par le nigérien Abdoulaye Mamani, je tiens à le rappeler. C'est pour plusieurs raisons que j'ai décidé d'en faire un film. La première, c'est que notre histoire abonde en reines qui ont été d'héroïques résistantes à la pénétration coloniale. D'autre part, ce qui m'a séduit dans le personnage de Sarraounia, c'est cette passion qu'elle a de l'égalité de l'homme et de la femme, et aussi sa tolérance. Son combat pour l'unité est au cœur de tous ses actes. C'est d'une certaine manière, à mes yeux, la femme idéale. A quoi s'ajoute que je ne peux pas accepter l'idée que la femme soit inférieure à l'homme. D'autant qu'elle assure une bonne part de la production dans nos pays. Tant que les femmes ne se seront pas prises en charge, en remettant en question toutes les pesanteurs sociologiques (dont l'exploitation qu'elles subissent), nos sociétés resteront mentalement sous-développées et, par conséquent, à la traîne. »

VIII

Les langues

Les langues nationales, leur rapport avec les langues étrangères qui nous ont été imposées, autant de sujets qui donnent parfois lieu à controverse. Il y a d'un côté les partisans de l'ouverture qui condamnent toute frilosité dans l'apprentissage des langues étrangères et de l'autre ceux qui prônent un repli linguistique. L'Algérie illustre un peu cette position. Le débat est ouvert. Pour ma part j'aime bien l'expression d'Aimé Césaire parlant « d'armes, miraculeuses » pour décrire cette possibilité qu'a le colonisé de maîtriser la langue du colonisateur et de s'en servir dans son combat libérateur.

Med Hondo : « En ce qui me concerne, je considère la langue française comme un outil qui me sert parfois à enfoncer des clous ou à les extraire. Le problème des langues est d'une brûlante actualité dans mon pays, la Mauritanie. A côté de l'arabe il y a les langues négro-africaines. Les Négro-Africains réclament à juste titre l'usage et le développement de leurs langues.

Une langue doit être le vecteur d'un dynamisme culturel et en même temps porteuse de développement et d'espérance. Ce n'est pas le cas en Mauritanie où même l'arabe tourne à vide.

Plus généralement, d'aucuns par chauvinisme soutiennent qu'il faut à tout prix parler sa langue. Encore faut-

il que cette dernière soit un moyen de marquer son existence et de se développer. Ce qui est rarement le cas chez nous. En tout cas je constate, que par la force des choses, l'anglais, par exemple, est indispensable pour les études pointues scientifiques ou économiques. S'agissant du français, je dirais qu'il est devenu ma langue et mon outil. J'ai sué sang et eau pour me l'approprier et je ne permettrai à personne de me le retirer. Ce n'est pas un cadeau, c'est une conquête.

La langue pour quoi faire ? Voilà la vraie question. Tout usager du français que je suis, je n'ai pas vocation à devenir un militant de la francophonie. C'est le combat de la France et des Français. Mais c'est un fait que la langue française constitue un moyen de rapprochement entre certains peuples africains, au même titre que l'anglais, le portugais aussi dans une certaine mesure.

Que font, par exemple, les utilisateurs africains de la langue française pour que, grâce à cet outil, leurs pays connaissent des avancées décisives au plan du développement et de l'intégration régionale ? L'usage de cette langue, en lui-même, est insuffisant.

Je vais vous raconter une anecdote. L'ancien Président du Mozambique, feu Samora Machel, voit un jour un de ses ministres arriver avec sous le bras un livre. Il lui demande : *"Quel livre es-tu en train de lire là ?"*. Ce dernier de répondre : *"Je suis en train d'apprendre une langue bantoue"*. Samora Machel de lui rétorquer : *"C'est bien, tu es un nationaliste africain. Mais de grâce laisse tomber et apprends l'anglais toutes affaires cessantes. Crois-moi, c'est plus utile pour nous en ce moment"*.

Moralité : développer nos langues nationales, certes oui, mais il y a nécessité absolue à maîtriser les langues étrangères. »

Quel problème spécifique pose, au cinéaste que vous êtes, l'utilisation des langues nationales africaines dans les films ?

Med Hondo : « Si j'avais la possibilité de retourner vivre et travailler dans mon pays, il va de soi que dans la plupart de mes films les dialogues seraient dans les langues nationales. Ce n'est pas le cas. Donc, pour le moment, les langues utilisées sont fonction des pays qui servent de cadre à mes films. Je trouve, en effet, tout à fait naturel que dans un film se déroulant au Burkina-Faso on y parle les langues burkinabé.

En réalité dans chacun des pays dits francophones, 10 % de la population, au maximum, en moyenne, maîtrisent le français. Mais si on les considère globalement, ils constituent tous ensemble un public intéressant pour un film en français. En aucun cas, pour le cinéaste, la langue n'est un frein, car nous disposons de la technique du doublage. Et le public africain est extraordinaire. Il sait décrypter comme personne un film dans n'importe quelle version originale !

Pour être tout à fait franc, sur le problème de la langue, je vous dirai que dans ma jeunesse j'ai fait des études relativement « poussées » en arabe. J'ai une licence. Mais vivant en France depuis de très nombreuses années, j'ai beaucoup perdu en arabe littéraire. Je parle aussi moins bien le hassania (l'arabe mauritanien). Ce sont les conséquences de la situation d'immigré. J'aurais souhaité être un parfait bi- ou tri-culturel en conservant intacte la connaissance de ma langue originale. En tant que cinéaste j'ai toujours défendu l'idée selon laquelle il faut que nos films soient doublés dans les grandes langues parlées par la majorité des populations (haoussa, peulh, dioula, swahili, lingala, arabe). »

Notre continent renferme une mosaïque de langues. Dans un souci d'unité on peut parfaitement envisager, pour l'avenir, le choix de certaines grandes langues de cultures communes, en fonction de l'importance de leurs aires géographiques. Cette idée fut chère à Cheikh Anta Diop et continue de séduire certains linguistes africains actuels.

Med Hondo : « Cheikh Anta Diop se plaçait dans le contexte d'un État fédéral africain. La réalité d'aujourd'hui c'est que nos langues ne nous sont d'aucune utilité dans notre politique de développement. Elles ne nous servent pas dans l'administration. Leur gestion cohérente ne peut se concevoir que dans un contexte politique résolument unitaire. Or l'unité, pour devenir une réalité, exige des infrastructures communes solides, des réseaux de communications performants et des échanges intenses dans tous les domaines. La volonté politique est indispensable pour réussir. Nos langues n'ont une chance de s'épanouir que dans le cadre de grands ensembles cohérents. Le jeu en vaut la chandelle, car une langue est un trésor précieux qui fonde une civilisation et dont la disparition est toujours une perte pour l'humanité. »

Au fond, ne pourrait-on pas dire que si la démocratie a du mal à s'implanter dans nos pays, c'est parce que cette dernière est mise en œuvre, pour l'essentiel, dans une langue étrangère ? Ce qui réduit à un rôle subalterne la grande majorité.

Med Hondo : « Nous en revenons à la vraie nature de nos États, dont je ne me lasserai pas de dire qu'ils sont comme des coquilles vides.

A défaut de pouvoir développer les langues nationales, ils auraient dû (les options étant ce qu'elles sont) alphabétiser, dans d'importantes proportions, en français, en anglais, en portugais, etc. Ceci est un premier point. Il en est un autre que je voudrais mettre en évidence. Certains régimes prônent le retour aux langues nationales, à la tradition, dans des buts purement politiques et parfois comme un dérivatif. Il ne faut pas être dupe. On voit où l'authenticité de monsieur Mobutu Sese Seko a mené le Zaïre.

Au total, la langue fait partie d'un tout. Elle ne peut être séparée des préoccupations générales. De la manière dont on gère la cité dépend l'évolution de la langue. Les slogans et le volontarisme ne font rien à l'affaire. »

IX

Le marxisme

reduction

collapsus

Le socialisme « réel » s'est effondré, provoquant une série de remises en questions. Or, le marxisme a accompagné les luttes de libération en Afrique, il a influencé des générations d'Africains, suscité des mouvements d'idées. Nous avons épousé le marxisme souvent sans discernement. La déconfiture des pays, dits socialistes, nous interpelle donc. Ne sommes-nous pas, d'une certaine manière, les dindons de la farce ?

Med Hondo : « Les pays dits de l'Est ont apporté à l'Afrique, et au Tiers Monde qui affrontait le colonialisme, une aide politique, économique et diplomatique indéniable. »

Cette assistance n'avait du reste rien de philanthropique et s'expliquait par les enjeux géo-stratégiques.

Med Hondo : « Je crois qu'avant les intérêts il y avait le principe. Ces pays n'ont pas marchandé leur aide à l'Algérie ou au Viêtnam. C'est un élément positif. Par ailleurs, le marxisme a sous-tendu la lutte de libération nationale d'un certain nombre de pays africains, avant d'être l'idéologie de la construction de l'État et du développement de l'économie. C'est le cas de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée-Bissau. Il y a aussi des pays

qui, après l'indépendance, ont opté pour le marxisme comme système politique et économique, par la volonté de dirigeants qui n'avaient souvent de marxiste que le nom.

Pour ce qui est des trois pays lusophones dont il est question, il est difficile de dire si l'apport du marxisme leur a été bénéfique ou pas. Ils sont, en tous cas, parvenus à arracher leur indépendance. Dans le cas de la Guinée-Bissau, la séparation avec le Cap Vert a donné un coup d'arrêt à l'expérience socialiste. Quant à l'Angola et au Mozambique, ils en sont encore à la lutte de libération nationale, d'une certaine manière. En effet, l'Unita et la Renamo, qui ont déclenché une guerre civile dans les deux pays, ne sont que des agents du colonialisme.

Voyons le cas, à présent, d'États auto-proclamés marxistes. Le Bénin avec Mathieu Kérékou, c'était une vaste rigolade. Ce dernier n'en avait ni la culture, ni la pratique. Sans parler de son manque de sincérité. Quant à Mengistu Haïlé Mariam, en Éthiopie, le régime marxiste qu'il avait instauré était celui des ténèbres et de la mort. Ce fut un échec. Au Congo où l'on se gargarisait de marxisme-léninisme, ce ne fut guère mieux, etc.

Cela étant, j'ai beaucoup d'admiration pour Marx le penseur, qui a décrit avec une rigueur implacable le mécanisme par lequel le capitalisme exploitait l'immense majorité de la société. Il a aussi avancé des propositions pour que les couches défavorisées s'organisent afin d'occuper la place qui leur revient, à la mesure de leur apport déterminant, dans la production des richesses. Je suis allé de nombreuses fois en Union soviétique et je me suis efforcé de voir (avec le regard du cinéaste) comment le socialisme réel y était vécu. D'emblée je me suis rendu compte du déphasage immense entre les discours et la réalité. Je voyais des gens tristes, militarisés, une bureaucratie d'une rigidité effroyable. Je me suis dit alors, tout militant socialiste que je suis : si le socia-

lisme doit revêtir le visage sinistre qu'il a en Union soviétique, je n'en veux pas.

Au fil de mes voyages dans les pays de l'ex-bloc socialiste mes doutes ont grandi. Tout cela, au fond, n'avait rien à voir avec le socialisme ou le communisme et s'apparentait plutôt à une technique éprouvée de conservation du pouvoir à tout prix. Encore une fois, Marx a eu le grand mérite de donner quelques clefs à l'homme pour qu'il se libère de l'exploitation et construise un monde plus humain et digne. C'est une théorie qui a aidé les ressortissants du Tiers Monde, que nous sommes, à ne pas désespérer. Elle nous a donné, en son temps, le goût de nous battre pour un monde meilleur.

Pour autant, s'il est question aujourd'hui, par exemple, de plaquer le marxisme tel qu'il est, sur la Mauritanie, je dis non ! Le marxisme n'est pas une recette de cuisine. Il fait appel à l'intelligence de l'homme. Il aurait dû être un guide pour l'action, donc adapté à chaque situation, et non un dogme. Nous autres, Africains, aimons trop hélas ingurgiter les théories toutes faites. Cette "sloganisation" du marxisme-léninisme a été destructrice. Si j'avais été idéologue, j'aurais défini le marxisme comme un outil de réflexion sur la théorie économique et politique. »

On peut tout de même se poser une question. En supposant que le marxisme n'ait jamais encore été appliqué correctement, et que nulle part il n'y ait début de communisme, est-ce que cette belle théorie n'est pas condamnée à être éternellement « assassinée par les faits » ? En d'autres termes, le marxisme ne serait-il pas pourvoyeur de rêves, sans plus ?

Med Hondo : « Je ne saurais le dire. La question centrale à partir de laquelle je me suis intéressé au marxisme est la suivante. Comment les peuples africains peuvent-ils se libérer du carcan de la domination qui les

a détruits ? Pour essayer de trouver des réponses, j'ai lu pêle-mêle Marx, Lénine, Mao-Tsé Toung, Nasser, N'Krumah, Cheikh Anta Diop, Soekarno, etc. Je ne leur demandais pas simplement en l'occurrence du rêve. A travers leurs récits, je tentais de me faire une idée sur les moyens d'assurer le développement économique et social de nos pays pour sauvegarder notre dignité. Il est possible que le marxisme soit condamné à un échec permanent. Reste que c'est auprès des théoriciens marxistes que j'ai pu trouver des réponses (peut-être biaisées d'ailleurs) à mes interrogations. Le marxisme m'a aussi enseigné la critique et, qu'en toutes circonstances, il faut garder sa lucidité. Pour cette raison même, je ne suis pas un fétichiste du marxisme.

Son échec provisoire permet de voir à l'œuvre tout ce que le capitalisme (trionphant) charrie de monstrueuses injustices et de mépris de l'homme. Qu'on se réfère donc au nouvel ordre international "made in USA" qui nous broie littéralement.

En conclusion, face à l'effondrement du communisme, aux turpitudes et crimes du capitalisme, obligation nous est faite de rompre avec le mimétisme pour penser par nous-mêmes et pour nous-mêmes. »

Globalement, notre époque est caractérisée par la faillite des idéologies et par leur recul...

Med Hondo : « Cela est vrai. Voyez l'Union soviétique, les masses ne se sont pas soulevées pour défendre le communisme, décrété "bon pour la casse", parce qu'elles n'adhéraient pas à cette idéologie dont la pratique s'est révélée désastreuse. D'un autre côté le régime du Shah d'Iran, qui avait soumis le peuple à une occidentalisation forcenée sur l'autel du capitalisme, a été renversé par un soulèvement populaire. Le rejet de l'idéologie importée est, dans ce cas, patent. C'est dans ces conditions de scepticisme absolu à l'égard des idéo-

logies classiques, qu'en surgissent d'autres, extrémistes et moyenâgeuses, sur l'humus des nombreuses frustrations.

De là à prophétiser la "fin de l'histoire", c'est aller un peu vite en besogne. L'homme aura toujours besoin de se construire un avenir selon ses rêves, d'autant que le présent se place sous les plus sombres auspices. C'est toute la différence entre un être pensant et l'animal. »

A l'heure actuelle il est souvent question de socialisme démocratique que d'aucuns présentent comme la panacée. Ne pensez-vous pas que le socialisme, réel, a échoué parce qu'il a sacrifié la dimension démocratique dans la pratique politique ?

Med Hondo : « Tout à fait. Ceux qui se réclament du socialisme démocratique portent condamnation des pratiques bureaucratiques, militaristes et "nomenklaturistes" qui ont altéré le visage du socialisme.

Je pense d'ailleurs que les traducteurs de Marx l'ont parfois trahi. Ce qui a eu de très fâcheuses conséquences. Cela dit, la démocratie doit être la base de toute construction sociale. Marx en parle de manière éblouissante. Ainsi, l'absence de démocratie dans les structures politiques de l'Afrique pendant des décennies a constitué une véritable catastrophe provoquant une stagnation. Encore faut-il que la démocratie permette aux masses d'avoir réellement voix au chapitre et d'être en mesure de sanctionner, au besoin, l'action des dirigeants librement choisis. »

L'expérience a prouvé que la démocratie est une et indivisible. Or, la terminologie marxiste parle de libertés formelles, de démocratie bourgeoise. C'est déjà suspect, non ?

Med Hondo : « Ne soyons pas naïfs, l'œuvre de Marx, tout en se voulant universelle, a été quand même produite dans un contexte historique précis et en rapport avec la situation dans des pays précis. Selon ses prévisions la révolution aurait dû avoir lieu en Angleterre et en Allemagne qui étaient les pays les plus industrialisés de l'époque. A la limite, vouloir instaurer le communisme dans des pays sous-développés était un non-sens en raison de la faiblesse des forces productives. A tel point que certaines âmes marxistes charitables des pays développés voulaient nous servir de manière paternaliste un socialisme sur mesure. »

Le travail théorique d'un homme comme le leader bissau-guinéen Amilcar Cabral est très important. Doté d'une solide culture marxiste, il a su prendre ses distances à l'égard du dogme pour faire une lecture africaine très féconde du marxisme.

Med Hondo : « C'est effectivement, pour moi, l'exemple même de l'intellectuel africain qui a su s'inspirer d'expériences diverses, tout en échappant au mimétisme, pour développer une théorie originale de la construction politique et économique de l'État africain. Sous ce rapport son assassinat a constitué une perte immense, non seulement pour son pays, mais pour l'Afrique entière.

Je citerai aussi le mozambicain Samora Machel qui, tout en se réclamant du marxisme, portait un regard très critique sur les pays du "socialisme réel". Il avait une grande liberté de jugement et refusait toute allégeance. C'était un militant dans la lignée de Cabral. »

X

Le tribalisme

On assiste à une montée en force d'un phénomène que nous appellerons, pour aller vite, le tribalisme, c'est-à-dire l'antagonisme entre ethnies allant jusqu'à la guerre ouverte. L'Afrique n'est d'ailleurs pas la seule frappée, comme en témoigne l'exemple de la Bosnie... Pour ce qui concerne notre continent, c'est une vraie malédiction que nous n'arrivons pas à conjurer. On a beau se dire que les responsabilités du colonialisme sont écrasantes, force est de constater que l'exploitation politique qui en est faite, par des Africains avides de pouvoir, rend la situation si explosive que nul pays n'est à l'abri d'une désintégration. Votre avis sur la question ?

Med Hondo : « Le problème est vaste et dramatique. Les causes en sont nombreuses. Les principaux responsables de cette situation sont, à mes yeux, "les princes" qui ont eu à nous gouverner depuis l'indépendance, ceux qui se sont installés dans le fauteuil du colon. Leur rôle aurait dû être de créer de vraies nations par une politique transcendant la tribu et l'ethnie. Mais leur ascension étant parfois due à l'exaspération des oppositions ethniques, ils ont cultivé le tribalisme qui est devenu leur "fonds de commerce". Ils ont intériorisé l'opinion que le colonialisme se fait des Africains, des

hommes prisonniers de leurs tribus et dépourvus de toute idée de nation.

Vous savez, c'est vite arrivé. Je vous ai déjà dit que j'étais issu d'un milieu haratine (esclaves affranchis), on s'imprègne de l'image que le maître se fait de vous et on n'en sort pas. »

C'est le maître qui crée l'esclave selon Hegel...

Med Hondo : « Très juste. Cela dit, d'autres raisons expliquent cette fièvre ethnique ou tribale. L'extrême paupérisation des masses les rend réceptives à toutes les violences. La recherche du bouc émissaire, sur lequel déverser son agressivité née de frustrations diverses, devient permanente. En général c'est celui que l'on estime différent de soi, à qui on prête tous les défauts de la terre, qui devient la victime désignée de la furie meurtrière qui en résulte.

Ce sont les tensions sociales, grandissantes dans nos pays en crise aiguë, qui alimentent aussi ces haines ethniques absurdes. Un travail d'éducation reste, de toute évidence, à faire pour dépasser la tribu et l'ethnie afin de devenir un citoyen et un homme dans toute l'acception du terme. Il faut humaniser nos populations. »

A l'époque des partis uniques le tribalisme sévissait. Mais il était peut-être moins apparent, en raison de la chape de plomb que faisait peser le Parti sur l'ensemble de la société. Partant de cette constatation, les tenants de l'ordre ancien crient haro sur la démocratie source de tous les maux, dont le regain du tribalisme. C'est une vue simplificatrice et tendancieuse d'une réalité complexe. Même si la libre expression des opinions, qu'instaure la démocratie, a révélé des antagonismes (jusque-là étouffés mais non transcendés) régionaux, il ne faut pas pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain...

Med Hondo : « De manière démagogique et pour se maintenir au pouvoir, le Parti unique clamait à tous vents son attachement à l'unité nationale. Dans la pratique, les peuples concernés ont vite découvert la supercherie. Le pouvoir était toujours l'affaire d'un clan, d'une coterie qui recrutait l'essentiel de ses membres au sein d'une même ethnie, celle du chef de l'État. Dès cet instant, ceux qui s'estimaient des laissés-pour-compte se sont repliés sur leurs tribus, discrètement.

Quant à la démocratie, certains en font un très mauvais usage, c'est entendu, en cultivant les instincts les plus bas des peuples pour tenter de se hisser au pouvoir. Et alors, faut-il pour autant décréter péremptoirement, et de manière pédante, que l'Afrique est imperméable à la démocratie ? C'est une vision colonialiste de l'évolution du monde. Hélas, il se trouve des Africains pour reprendre à leur compte ces balivernes. Nous avons besoin de démocratie en Afrique pour nous régénérer. Cela est d'une absolue nécessité. Les dérives constatées dans différentes expériences démocratiques, où les dictatures perdurent sous l'habillage démocratique, prouvent simplement que la route est longue, le combat ne faisant que commencer. Il n'y a, en tout état de cause, pas d'autre choix. Mais que nos censeurs veuillent bien nous laisser le temps de mener notre expérience à notre guise.

La démocratie doit nous permettre de dire quel avenir nous voulons pour notre continent. Nous ne devons pas laisser ce soin à d'autres. »

A la réflexion, il est permis de penser qu'un des moyens pour transcender le tribalisme serait de constituer de grands ensembles politiques régionaux à la place des États-nations artificiels actuels. Dans les grands espaces, ainsi constitués, la cohérence ethnique aurait plus de chance d'être sauvegardée.

Med Hondo : « Des amis mauritaniens, nigériens,

togolais, maliens, guinéens, etc., qui ont eu l'occasion de fréquenter l'université de Dakar, lorsque cette dernière était l'université francophone de toute l'Afrique, m'ont dit le sentiment grisant qu'ils éprouvaient de n'appartenir à aucun pays en particulier, mais d'être simplement des Africains. La constitution de grands ensembles est, en effet, source d'enrichissement. Pour prendre le cas de la Mauritanie où l'on parle hassania, l'arabe littéraire, le soninké, le pulaar, le ouoloff, ces langues constituent déjà des éléments d'une intégration régionale qui ne pourrait qu'être profitable aux Mauritaniens. Pour peu que la volonté politique suive. C'est généralement là où le bât blesse quand il s'agit de bâtir l'unité en Afrique. Or, nous sommes condamnés à transcender nos particularismes et nos égoïsmes mesquins pour survivre. Les dirigeants politiques et les intellectuels se trouvent interpellés.

Pourquoi ne pas organiser un vaste mouvement de réflexion sur la question des grands espaces politiques et économiques, et en dégager des mesures immédiatement exécutoires ? Vue de l'esprit ? Au moment où l'Europe est en train de forger son unité à nos portes, c'est le moins que nous puissions faire au lieu de sombrer dans des querelles ethniques. Au besoin devrions-nous y aller aux forceps. »



Soleil O.



Robert Liensol (Guadeloupe), acteur principal de *Soleil O.*



Des cinéastes africains avec à l'extrême gauche Thomas Sankara, alors secrétaire d'État à l'Information.



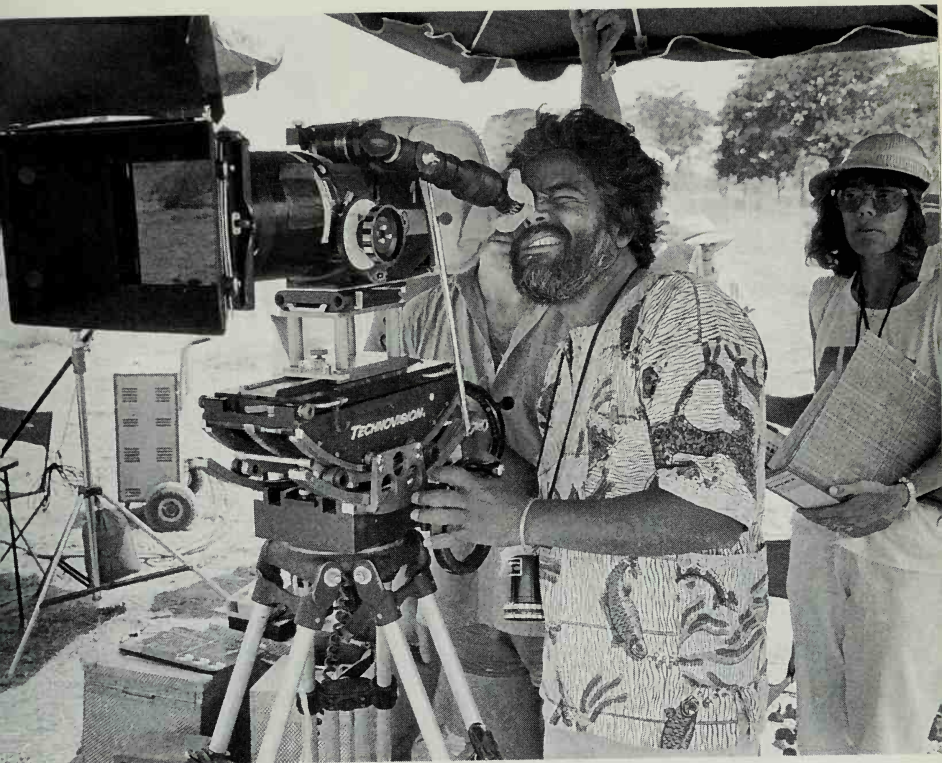
De gauche à droite : Med Hondo, Sembène Ousmane
et Maurice Debarge (à l'époque ministre de la Coopération).

Med Hondo, réalisateur de *Sarraounia*.

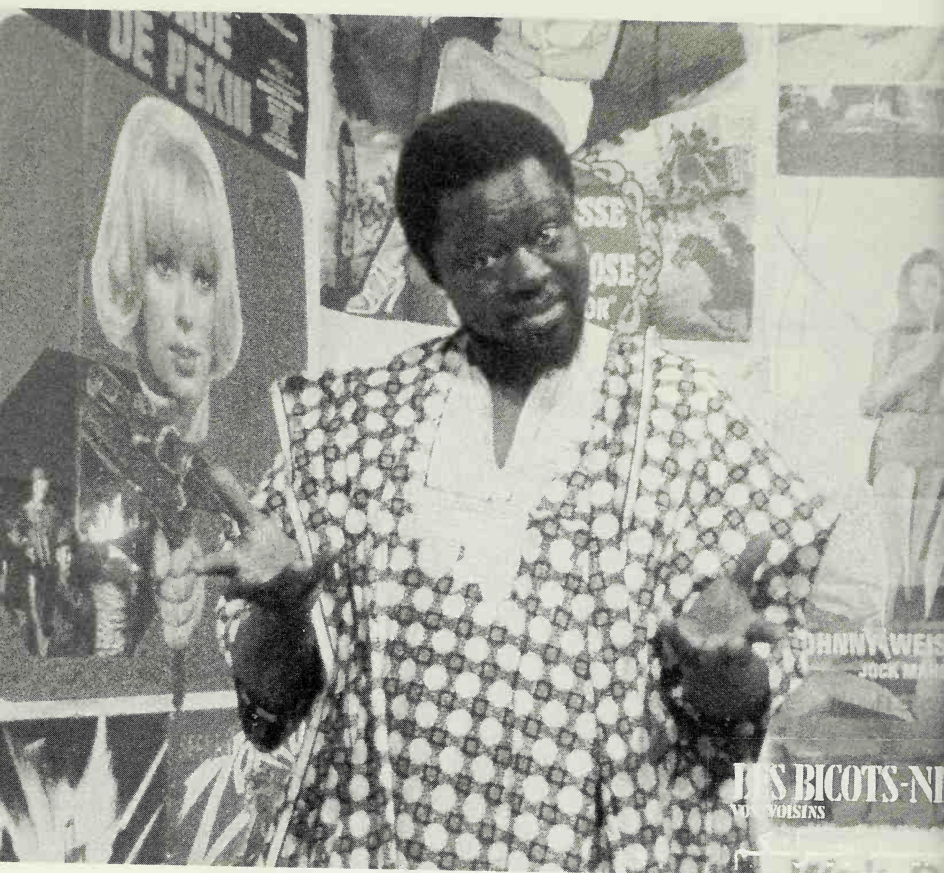




Festival de Carthage, conférence de presse.



Au Burkina-Faso lors du tournage de *Sarraounia*.



Bachir Touré dans *Les Bicots-Nègres, vos voisins*.



nous aurons toute la mort
pour dormir

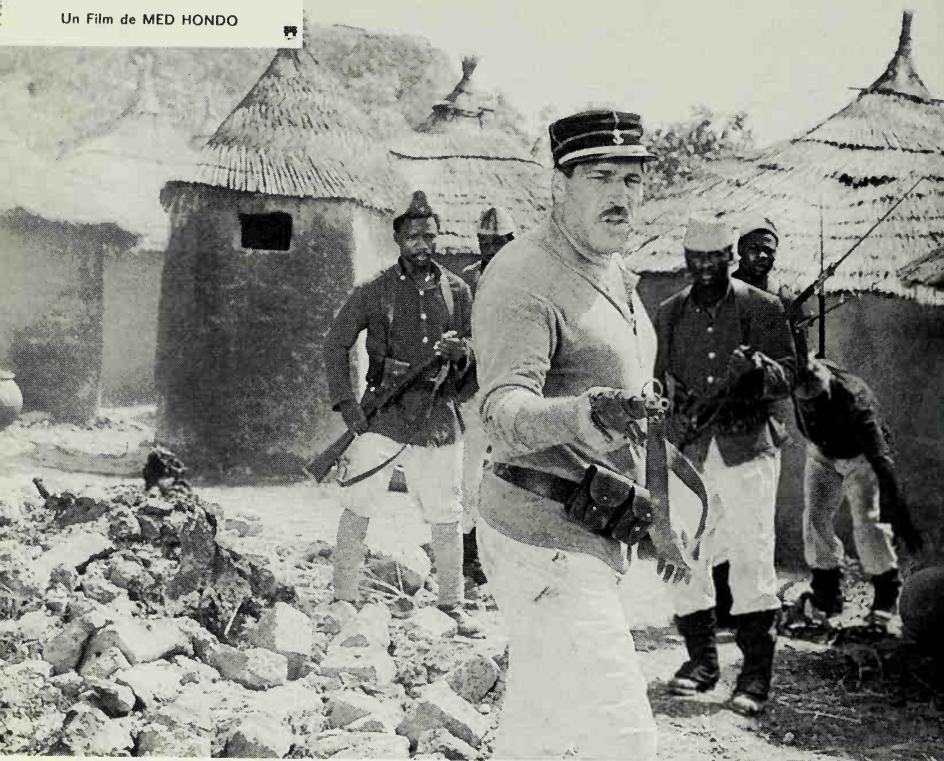
un film de ABID MEE HOND

Scène de *Nous aurons toute la mort pour dormir*.

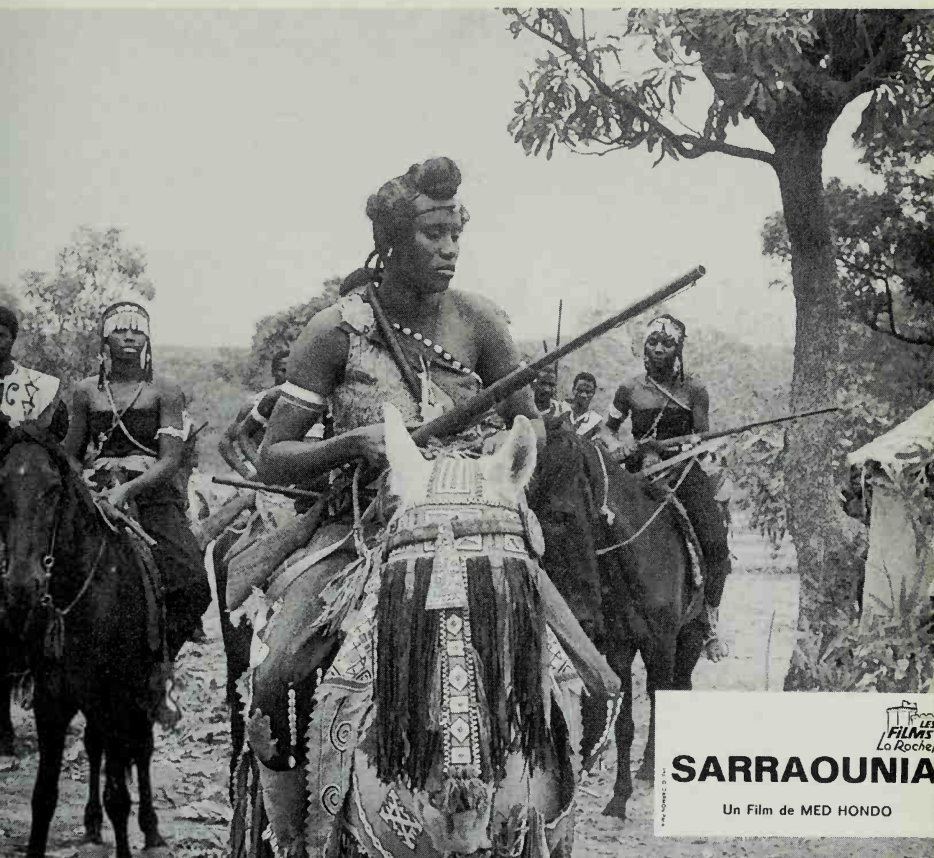
LES
FILMS
La Rochelle

SARRAOUNIA

Un Film de MED HONDO



Scène de *Sarraounia*.



Scène de *Sarraounia*.

LES
FILMS
La Roche

SARRAOUNIA

Un Film de MED HONDO



Robert Liensol (l'empereur Bokassa), Hélène Vincent
et Roland Bertin (président).



Scène de West Indies ou les Nègres marrons de la liberté.



Scène de West Indies ou les Nègres marrons de la liberté.



Scène de West Indies ou les Nègres marrons de la liberté.

XI

Mes films

Je voudrais que nous parlions de quelques-uns de vos films. Pour que vous nous en révéliez, le cas échéant, la face cachée. Pour que vous nous expliquiez plus simplement ce que vous avez voulu rendre, votre chant profond en somme. Dire ce que le critique n'a pas forcément vu, ni le spectateur perçu. Bref, le regard de l'artiste sur quelques-unes de ses créations. Précisément il n'est pas toujours aisé de s'exprimer sur son œuvre. Commençons par West-Indies. D'abord pourquoi ce titre ?

Med Hondo : « Il faut dire que le livre dont est adapté le film s'intitulait *Les Négriers*. Il a été écrit par Daniel Boukman, un Martiniquais, qui, comme Frantz Fanon, avait fait le choix de combattre avec les nationalistes algériens. Pour comprendre les raisons du titre du film, il faut savoir que lorsque Christophe Colomb découvrit les îles Caraïbes, il les appela les Indes occidentales d'où *West-Indies*. Le titre complet du film était du reste *West-Indies, les nègres marrons de la liberté*. C'était aussi un clin d'œil à *West Side story*. »

En deux mots, quel était votre propos dans le film ?

Med Hondo : « Dans mon parcours professionnel

j'ai eu à rencontrer des Antillais originaires de toutes les îles des Caraïbes. A leur contact, j'ai perçu tous les complexes qu'on leur avait inculqués à travers la vision qu'ils avaient de l'Afrique et du nègre. J'ai mesuré par la même occasion ma propre aliénation. Je découvrais ainsi, avec intérêt, l'histoire de ces Indes occidentales. Par ailleurs, je gagne aujourd'hui ma vie en doublant des voix noires dans des films américains. Je suis donc au centre d'un mouvement qui n'est pas sans évoquer le commerce triangulaire de jadis, qui, partant d'Afrique touchait l'Amérique avant de se terminer en Europe.

Réfléchissant sur l'esclavage je constatais que l'Afrique avait transplanté outre-Atlantique, malgré elle, une part d'elle-même. De plus j'ai été fasciné par le phénomène du créole, cette langue si riche et si expressive créée par des esclaves venus d'horizons africains divers.

Tous ces éléments que j'évoque ont contribué à me lier à l'histoire de ces îles à travers laquelle je voulais raconter et rencontrer l'Afrique. Dans mon film, j'ai voulu montrer la condition des habitants de ces îles, fruits de viols successifs. »

On peut avoir aussi une autre lecture de ce film. Au-delà du cas particulier des Antilles se trouve posé, d'une manière plus générale, le problème de la colonisation, celui de l'échange inégal au plan économique.

Med Hondo : « Le propos du film c'est aussi de faire la démonstration que le commerce des esclaves a joué un rôle déterminant dans la constitution des nations industrielles de l'époque. Ce commerce était particulièrement fructueux puisqu'il assurait des bénéfices de 300 % aux traitants de Bordeaux, de Nantes, etc, qui achetaient les cargaisons de bateaux négriers comme on placerait aujourd'hui de l'argent en banque ou on jouerait en bourse. J'ai voulu donc dire, pour m'en tenir à la France, que dans chaque monument de ce pays,

dans chaque usine, il y a une part du profit né du trafic des esclaves.

A ce titre, en poussant mon argumentation jusqu'au bout, nous pourrions demander des comptes à toutes les nations qui se sont bâties dans une certaine mesure sur le sang et la sueur de nos ancêtres. Loin de moi l'idée de nier ce que ces monuments et ces usines doivent aussi largement aux intelligences françaises, au génie français !

Si on affine l'analyse, on constate par ailleurs que la traite négrière a vidé sur plusieurs siècles le continent de ses forces vives. Ce fut une monstrueuse saignée, une entreprise systématique de destruction. C'est un des éléments du sous-peuplement du continent et aussi de son sous-développement, d'autant que la colonisation qui a suivi n'a pas arrangé les choses. Le film aborde aussi les questions de la liberté, de la démocratie. il campe des collaborateurs de ceux qui ont instauré l'État de barbarie et, à l'inverse, des hommes qui placent la dignité humaine au-dessus de toute autre considération. »

Vous tracez, en effet, un portrait au vitriol de certains « collabos ». J'ai ainsi noté un nom de collaborateur dont la consonance évoque, j'allais dire à dessein, celui de Gaston Monerville, ancien Président du Sénat français.

Med Hondo : « Oui. Au-delà du cas particulier que vous évoquez il y a, parmi les colonisés ou les assimilés, des gens qui ont pensé être "l'égal du blanc" en le servant. Par exemple, Gaston Monerville était très capable intellectuellement et du fait de son parcours politique d'être la première personnalité de France.

Pourtant, il n'a jamais eu à diriger l'État français, ne fût-ce que par intérim. Voilà donc le cas d'un nègre assimilé dont on a sanctionné l'indocilité parce qu'il avait l'outrecuidance de qualifier de forfaiture le réfé-

rendum de De Gaulle en 1958 ! Car en France, on n'aime que les nègres ou les Arabes soumis, dociles et silencieux. J'ai voulu, donc, que *West-Indies* soit un film décapant, en détruisant les illusions et en nous ôtant tout alibi au refus de nous prendre en charge. Certes, le bilan du colonialisme est accablant. On oublie, par exemple, qu'en Namibie, en 1906, la moitié de la population (les Herreros) fut exterminée brûlée vive par les Allemands.

En somme, les fours crématoires ont été inaugurés en Afrique ! Au Mali, à Gao, on se souvient encore d'un vieux colon surnommé "Capitaine four" parce que sa spécialité c'était de faire brûler des Noirs dans un four ! Nous sommes passés par de nombreuses tragédies, en vérité. Dans le sous-titre de *West-Indies, Les nègres marrons de la liberté* il y a un clin d'œil : j'ai voulu suggérer que nous étions "marrons". D'une manière générale, j'ai voulu me mêler de l'histoire des peuples des Caraïbes car je me sens solidaire d'eux. Leurs ancêtres étaient de chez nous. Notre histoire est liée. Pendant la colonisation, des Antillais ont été dépêchés dans les colonies pour servir de cadres administratifs. »

L'adaptation du livret de Boukman, qui a donné naissance au film, a-t-elle été libre ou au contraire êtes-vous resté fidèle au texte de base ?

Med Hondo : « Il fallait que je trouve des formes cinématographiques. L'idée du bateau, par exemple, est un symbole important. Je suis pour le symbolisme communicatif. J'ai fait construire ce bateau, qui est une caravelle négrière, dans une usine. Si vous voulez donc, j'ai été fidèle tout en m'efforçant de l'enrichir par une esthétique cinématographique de mon choix. Les stratifications sociales, le "back-ground" historique, les costumes, tout cela est de mon imagination. »

Dans le film, quand les esclavagistes parlent des

esclaves, des colonisés, ils utilisent un vocabulaire qui fait froid dans le dos. On a l'impression qu'ils parlent d'insectes, pas d'êtres humains...

Med Hondo : « C'est d'autant plus vrai que dans le texte des *Nègres marrons de la liberté* il y a des citations authentiques qui ont été reprises telles quelles par Daniel Boukman. La philosophie des esclavagistes était simpliste. Ils avaient en face d'eux des animaux qu'il fallait civiliser. Une manière aussi de se donner bonne conscience. Soit dit en passant : Napoléon Bonaparte a rétabli l'esclavage ! Ce fait mérite d'être rappelé. »

Vous avez voulu faire un film coup de poing qui éveille. Soit ! Mais on accuse parfois le réalisateur Med Hondo de forcer le trait dans ses films au point d'être caricatural et de tomber dans le manichéisme...

Med Hondo : « On peut tenir ce raisonnement. Mais moi, ce qui m'intéresse c'est ce que je produis. M'accuser de manichéisme c'est soit être de mauvaise foi, soit n'avoir rien compris à mon propos. Prenons l'exemple de *West-Indies*. Le film a été projeté récemment dans le cadre des manifestations *Banlieues bleues* de la région parisienne. L'assistance était en majorité composée d'Africains et d'Antillais. Je me suis dit : "... ils ne vont pas regarder le film jusqu'au bout. Ils vont s'ennuyer...". Non seulement personne n'est parti avant la fin, mais tout le monde est resté pour le débat, fort instructif, qui a suivi. Des intervenants, qui voyaient le film pour la première fois, ont dit : "... ce film n'a rien d'intellectuel comme on l'a prétendu. Au contraire il est parfaitement limpide...". »

Je mets au défi ceux qui m'accusent de manichéisme, de montrer que dans tel de mes films je présente, par exemple, tous les Noirs comme des héros et tous les Blancs comme des salauds. S'agissant maintenant de

caricature, je vous dirais, pour prendre un exemple, que dans *West-Indies* tout ce qui peut sembler outré est en deçà de la réalité ; laquelle dépasse souvent la fiction. Dans mon film *Sarraounia*, je n'ai pas montré tous les charniers que cette période de l'histoire coloniale a provoqués. Des militaires et des parlementaires français de l'époque ont décrit les atrocités commises à cette occasion. Quant à moi, je montre les têtes et les bras coupés. On crie à la caricature, mais ceux qui tiennent ce langage ignorent les faits dûment établis. C'est d'autant plus grave quand il s'agit d'Africains. Ce qui révèle un degré inquiétant d'aliénation. En vérité, le film africain est l'objet de dénigrement et de désinformation. Il faut que nous prenions garde. »

J'ai remarqué que la musique occupe une grande place dans le film. Quel rôle lui assignez-vous exactement ?

Med Hondo : « J'ai essayé d'utiliser la musique d'hier et celle dite moderne. Dans un film, la musique a, pour moi, autant d'importance que l'image et la parole. Vous savez bien que chez nous, en Afrique, la musique est partie intégrante de la vie sociale. Vous avez vu Mandela dansant pour fêter sa victoire. C'était d'une beauté sublime. Je définirais donc *West-Indies* comme une tragi-comédie musicale. La musique y ponctue le passage d'une séquence à une autre. Elle souligne aussi certains paradoxes tels que la danse du menuet et de la mazurka, etc. »

En deux mots, le message de West-Indies ?

Med Hondo : « J'entends parfois dire : "Les films de Med Hondo sont des films à message. Ils sont militants et politiques." Cette manière de classification est

une façon déguisée de disqualifier un certain cinéma. Pour ma part, je ne suis pas plus militant qu'un autre. Chacun, au fond, milite à sa manière. Oui, je m'occupe des affaires de la cité. A ce titre, je fais de la politique. Prétendre ignorer la politique, c'est une manière d'en faire, pour certains esprits. Je vois le piège : décréter que tel film est militant c'est l'enfermer dans un ghetto... »

Soleil O

C'est le premier film de Med Hondo mais son message reste d'une brûlante actualité. Les mots d'ordre et les revendications qui affleurent dans ce film, qui retrace la prise de conscience politique d'un immigré, permettent de mieux mesurer le gâchis qu'auront constitué les trois décennies d'indépendance. Les thèmes n'ont pas pris une seule ride : la dépendance politique et économique (violemment dénoncée) demeure plus pesante que jamais ; la quête d'identité se poursuit désespérément. Les grands pays industrialisés continuent à tirer les ficelles dans la coulisse. Les émigrés sont livrés à eux-mêmes ; pris entre deux feux : « *La droite est antipathique, la gauche si peu révolutionnaire...* » dit un des personnages.

Il est déjà question « d'invasion noire », des mots chargés de dynamite. On parle de l'immigration européenne (portugaise, espagnole, etc.) davantage susceptible de s'intégrer que l'émigration africaine. De galère en galère, le héros dans un délire onirique opère un retour sur lui-même, sur ses racines, sur sa situation déplorable. Il découvre que la lutte politique est la voie royale pour transformer sa condition.

Nous aurons toute la mort pour dormir

C'est un film militant, dans toute l'acception du terme, réalisé au plus fort de la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance. Un film brut, sans reconstitution. Les acteurs du drame jouent leur propre rôle. Profusion de plans larges, longueur délibérée des séquences, comme pour rendre, avec la plus grande fidélité possible, l'inexorable engrenage de la répression et de la résistance. Quelques poncifs, un didactisme poussé à l'extrême, une volonté de démonstration jamais démentie. L'objectif est clair : il s'agit de gagner l'opinion internationale à la cause sahraouie. L'histoire est appelée à la rescousse. Le peuple en armes (les femmes nombreuses ne passent pas inaperçues) et au travail figure dans de vastes fresques. Et puis, il y a les explications mille fois répétées sur les mécanismes et les méfaits de l'exploitation capitaliste, sur le néo-colonialisme et ses manifestations dans les pays en développement. Somme toute un discours marxiste classique. Les ravages des bombes au napalm sur les populations civiles marocaines sont mis en évidence pour susciter une réprobation légitime.

Pour Med Hondo, ce film, qui décrit l'agression contre un peuple, préfigurait déjà, d'une certaine manière, les tueries rwandaises et d'autres conflits africains.

XII

Les Bicots-Nègres : vos voisins...

Dans ce film, le parti-pris didactique est évident. Vous avez, par moment, une démarche empreinte d'un souci pédagogique très marqué. Sans doute faut-il se replacer dans le contexte de l'époque. Je me demande toutefois si votre façon de procéder ne recèle pas finalement un danger ; celui de rebuter le spectateur peu politisé. Avez-vous mesuré ce risque ?

Med Hondo : « Oui, le film est didactique. Il se veut aussi d'information et d'humour. J'avais la volonté d'expliquer les schémas simples qui guident le monde. Je pars, en effet, de l'idée que l'ignorance est la mère de tous les crimes.

Le film se passe un an après mai 1968, qui fut un mois de grand tumulte et de rupture. Il y avait une intense ébullition d'idées et les immigrés connaissaient une période de grande souffrance. Mon idée initiale était de rendre très fidèlement la réalité de l'immigration, de discuter avec les intéressés et, sur cette base, de faire une analyse expliquant les raisons de la situation. Par quelle filière les immigrés arrivent-ils ? Quels intérêts servent-ils ? Je pense que ce bagage théorique participe de la conscience de tout homme.

Dans mon film, la fiction se mêlait au documentaire. A ce titre, on peut le considérer comme étant un film

de recherche, d'avant-garde. Qu'il soit rébarbatif parce que didactique, je n'en ai pas la preuve. A l'époque où le film a été tourné, il a attiré des centaines de milliers de personnes parce qu'il était un des rares à prendre pour sujet les immigrés. En son temps, il avait suscité de vastes débats tant en ce qui concerne son contenu qu'en ce qui concerne sa forme, cette manière nouvelle de faire des images.

J'ai encore une petite anecdote à ce sujet. Le film a été projeté à Maputo (Mozambique) dans une salle fréquentée par des voyous et des délinquants. C'était un test aux yeux des autorités. Tout s'est bien passé dans le calme et la séance a été suivie d'un débat intéressant. J'en conclus, pour ma part, que dans certaines conditions il ne faut pas avoir peur d'utiliser une façon didactique de présenter un film. »

Le film commence par un long monologue de l'acteur sénégalais, Bachir Touré. Peut-on considérer cette tirade comme une sorte de manifeste du cinéma africain ?

Med Hondo : « J'essayais en termes simples de dire que la culture était aussi indispensable que l'agriculture. Par ailleurs, je tentais de gagner à la cause de la culture et du cinéma, en particulier, les travailleurs immigrés. Aux dirigeants africains je montrais en quoi la culture était à la base de tout développement économique et social. Oui, c'était un manifeste ; je soutenais à l'époque que l'État devait prendre en charge les salles de cinéma en les nationalisant. Je m'explique. Aujourd'hui, il est clair que cette position est très discutable. Même si la nationalisation n'est plus à l'ordre du jour, il est clair que le laissez-faire actuel n'est pas tolérable. Les salles de cinéma ont été privatisées dans presque tous les pays. Résultat : les propriétaires de ces salles ne sont guidés que par le gain. Qu'importe la qualité des films,

l'important est d'attirer par tous les moyens un maximum de spectateurs. L'État est tenu de légiférer sur l'organisation du cinéma. Une cinématographie africaine digne de ce nom ne peut être uniquement le fait de privés. Il n'existe pas à l'heure actuelle de producteurs africains. C'est le résultat du désengagement de l'État. »

Votre film est historiquement daté. Il a pris des rides. A l'époque on pensait que l'immigration était un phénomène provisoire au bout duquel il y avait le retour. Aujourd'hui les immigrés font souche. De nouvelles générations n'envisagent plus le retour. D'autre part le marxisme est sous-jacent dans tout le film. Or, cette idéologie a pris un coup de vieux.

Med Hondo : « Le film était terminé en 1974. Le tournage a duré quatre ans. Il se faisait selon le principe de *Soleil O*, pendant les week-ends, par petits bouts. J'achetais les bobines l'une après l'autre. Pour répondre plus précisément à vos questions, vous m'accorderez que dans la scène où un "casseur" s'introduit par effraction dans le salon d'un petit-bourgeois, et lui dispense un cours d'éducation politique, le socialisme est présenté comme un avenir à conquérir et non comme une idéologie pétrifiée. »

Certes, mais c'était encore le temps des illusions.

Med Hondo : « Soyons francs. De nombreux immigrés, à l'époque, pensaient que leur séjour dans l'ancienne métropole était provisoire. En second lieu ils pensaient pouvoir retourner avec un savoir-faire, une qualification dont ils entendaient faire bénéficier leur pays pour transformer la société. Toutes ces idées sont contenues dans le film. Quant au marxisme, il y a dans le film une scène d'explication méthodique de la strati-

fication de la société en classes antagonistes. On voit le visage d'un homme qui a les traits de Karl Marx s'amuser franchement en écoutant l'exposé de ses propres théories. C'était un clin d'œil... et aussi une manière de prendre quelque distance avec Marx, que je tiens pour ma part comme un immense théoricien de son temps et dont les enseignements demeurent. Je suis fondamentalement un socialiste, bien que le terme mérite sans doute une redéfinition. Je pense que la société doit être au service de la collectivité et non aux ordres de l'argent et des nantis. Le capitalisme aveugle mène à la barbarie. »

Le film comporte une scène d'animation avec des têtes de chefs d'États africains de l'époque. On reconnaît aussi la silhouette inquiétante de Jacques Foccart, le « Monsieur Afrique » du général De Gaulle. Quel était votre propos ?

Med Hondo : « En deux mots, j'ai voulu suggérer que nos pays n'étaient toujours pas indépendants et que le néo-colonialisme avait encore de beaux jours devant lui. C'est d'une brûlante actualité. Certains de nos dirigeants continuent d'être des marionnettes aux mains d'intérêts étrangers. La crise actuelle de l'Afrique est le résultat de cette collaboration éhontée avec l'ennemi. »

Un mot sur la chanson du film Les Bicots-Nègres, vos voisins. A-t-elle été composée pour la circonstance ?

Med Hondo : « Elle est de Catherine Le Forestier, la sœur de Maxime que je connaissais. A l'époque, le cinéaste Louis Malle avait tourné un film remarquable sur les bidonvilles de Calcutta, un documentaire. Il y était question de la misère du Tiers Monde. Participant à un débat sur le film, j'ai fait remarquer que le Tiers

Monde se trouvait parfois dans les banlieues des villes françaises, où s'agglutinaient les immigrés. Je préparais le scénario des *Bicots-Nègres*... et j'ai inspiré à Catherine cette chanson. *"Si vous voulez parler de ces pays lointains où l'on meurt de misère et de faim, à deux pas de chez moi, allez voir vos voisins"*. C'était aussi une forme de solidarité à l'égard des immigrés que nous sollicitons des Français. »

Et le poème dit par l'acteur ivoirien Sidiki Bakaba...

Med Hondo : « Le poème a été écrit par un émigré, cuisinier de son état, Mauritanien d'origine, Nio-kane Amadou. Au fur et à mesure du tournage il rédigeait son poème. Plus tard il a tenté un retour dans son pays d'origine pour s'y installer de manière définitive et y travailler. Mais ce fut un échec. Les conditions économiques, politiques et sociales actuelles n'incitent pas au retour des immigrés. Voilà la vérité.

Je voudrais revenir sur ma démarche cinématographique dans le film. J'ai voulu raconter une histoire comme on le fait dans nos villages : avec les digressions, les retours en arrière, le mélange des genres. Je souhaitais tourner de nouvelles séquences avec les immigrés au fur et à mesure de leur maturation sociale et politique. En réalité, par rapport à mon plan de tournage initial, le film que vous avez vu est inachevé. Avec un peu plus de moyens financiers j'aurais réalisé un film original et d'un type nouveau. »

XIII

Lumière Noire

C'est votre dernier film en date. Pouvez-vous résumer son propos ?

Med Hondo : « Le film est d'abord l'adaptation de l'ouvrage d'un écrivain français, Didier Daeninckx. Quand j'ai lu son roman policier, j'ai été séduit par cette manière de faire côtoyer dans l'intrigue l'immigration et les nationaux français. C'est l'histoire d'une bavure policière. Un Français perd un ami lors d'une opération policière dans un contexte de lutte contre le terrorisme. La police a une version de l'affaire qui la "dédouane". On essaye de noyer le poisson. Le personnage s'entête à vouloir faire la lumière sur les circonstances exactes du décès de son ami. Au fil de son enquête, il découvre qu'une seule personne a pu être le témoin de l'assassinat. Il s'agit d'un Malien expulsé avec cent autres de ses compatriotes par un célèbre vol charter, sur ordre de Charles Pasqua. Il va donc au Mali à la recherche de ce témoin capital, qu'il retrouve et qui l'aide à dénouer l'énigme. Mais la raison d'État fait que l'histoire se termine tragiquement. Ménageons le suspense ! C'est mon premier film français. »

C'est aussi votre premier film policier. De quoi

dérouter ceux qui connaissent votre cinéma. Avez-vous, en tant que réalisateur, eu des difficultés particulières pour ce film ? Vous a-t-il fallu vous adapter ?

Med Hondo : « J'ai la prétention de dire que je suis en mesure de faire n'importe quel style de film. J'en ai la capacité du fait de l'expérience. Sans fausse modestie, je peux dire que j'ai la maîtrise de mon art. Je nourris des projets grandioses sur ce plan. Je n'ai aucune appréhension devant quelque sujet que ce soit ! Cela ne veut pas dire que je vais réussir forcément les sujets abordés. »

Est-ce que, dans la réalisation de ce film, vous avez conservé votre style habituel ?

Med Hondo : « J'ai des préoccupations, mais je n'ai pas un style unique. Chacun de mes films a le sien. Ils sont d'une facture différente.

Le style est au fond fonction des conditions du tournage. Si j'avais à réaliser un film sur Samory avec cinq mille figurants, c'est cette réalité-là qui donnerait au film son visage davantage que ma propre volonté.

J'ai donc raconté l'histoire policière avec ma sensibilité en tenant compte des lois du genre. J'ai respecté les normes d'un "polar" mais sans perdre mon âme et en prenant en compte mes préoccupations. Sinon je n'aurais eu aucune raison de souffrir pendant 6 ans pour la préparation de ce film. »

Êtes-vous satisfait des moyens techniques dont vous avez pu disposer ?

Med Hondo : « Absolument. Le travail accompli me satisfait pleinement. De l'avis de ceux qui l'ont déjà vu, le film supporte la comparaison avec les meilleures réalisations internationales du point de vue de la qualité.

Je n'ai jamais eu, en vérité, de moyens normaux pour faire un film. Même pour *Sarraounia* qui apparaît comme une grande réalisation avec deux mille figurants. J'ai pour principe de mettre tous les moyens dans le film. J'en sacrifie même mon salaire. Aucun extra. »

Pourquoi avoir décidé d'adapter ce roman policier ? Je sais que vous avez une haute conception du cinéma, donc ce film a certainement, à vos yeux, une signification particulière ?

Med Hondo : « Tous les films sont porteurs de message, que ce dernier soit explicite ou implicite. S'agissant de ce film en particulier, j'ai respecté la lettre et l'esprit de l'auteur du roman qui m'a inspiré. Je n'ai donc pas, à proprement parler, délivré un message qui m'appartienne. Ce qui m'a incité à porter à l'écran *Lumière Noire*, c'est le fait qu'un Français ait eu le courage d'évoquer les fameux charters pour immigrés. Il est intéressant que quelqu'un d'autre porte témoignage sur une situation qui est à mes yeux intolérable. Le spectacle d'Africains enchaînés dans les aéroports et attendant l'expulsion est révoltant. Je ne peux souffrir un seul instant que des êtres soient dépouillés de leur dignité. C'est le sens de tout mon combat. J'étais donc ravi que Didier parle de ces problèmes, qui me touchent, à sa manière.

Dans le film, il y a du spectacle du suspense et de la réflexion. Je ne peux pas concevoir un cinéma qui ne ferait appel qu'à l'émotion en oubliant la raison. Le cinéma bête et avilissant ne m'intéresse pas. »

Lumière Noire ne serait-il pas une sorte de réactualisation du problème des immigrés tel qu'il était abordé dans Les Bicots-Nègres ?

Med Hondo : « Pas du tout, pour la simple et bonne raison que les immigrés dans *Lumière Noire* ne sont

qu'une incidente. Ce n'est pas un film sur la condition des immigrés. C'est une histoire policière dans un aéroport de Paris où le principal témoin est un immigré. Cela n'a rien à voir avec ma philosophie sur l'immigration. »

Une question d'ordre général. Que pensez-vous de la critique ? A votre avis les critiques sont-ils des empêcheurs de tourner en rond ou bien leurs observations aident-elles les réalisateurs à s'améliorer ?

Med Hondo : « Tout dépend de ce qu'on entend par là. J'accorde beaucoup d'importance à la critique en règle générale, mais je ne supporte pas les critiques gratuites. Je déplore, évidemment, le fait qu'en Afrique il n'existe pas une critique au vrai sens du terme. C'est une catastrophe qui s'explique par la situation cinématographique générale du continent.

La critique, pour moi, ce sont des hommes de culture formés à cela et qui savent déchiffrer un film. J'aime la critique qui m'enrichit et non point celle qui se livre gratuitement à un jeu de massacre. Ceux qui en font vraiment un métier, dans toute l'acception du terme, qui éduquent le public par leurs commentaires autorisés et stimulent les créateurs, ont malheureusement tendance à se faire rares. »

Dans la réalisation de Lumière Noire vous avez rencontré beaucoup de difficultés. Pouvez-vous nous en parler ?

Med Hondo : « Il m'a été interdit de tourner dans tous les aéroports français pour le simple motif suivant : "c'était une sale histoire... ». Je me suis dit : « ce n'est pas possible, je vis dans une république bananière ! ». Il a fallu bouger avec l'auteur du livre pour secouer les

administrations et les ministères. Nous avons dû, finalement, faire intervenir le Président Mitterrand lui-même.

Cela s'est passé sous la seconde cohabitation en France. Sous la première cohabitation, mon film *Sarraounia* n'a pu être distribué dans les salles françaises.

Y a-t-il un rapprochement à faire ? »

ANNEXES

Censure préalable d'un film parlant français...

A quelques semaines de la remise des Césars, un débat important occupe le cinéma hexagonal : Christophe Colomb parlait-il français ?

Au même moment un film Nord-Sud associant metteur en scène africain et scénariste français, paysages du Mali et univers urbain parisien, comédiens blancs et noirs, un film est soumis à la censure, privé de toute parole.

« Lumière Noire » raconte l'histoire d'une bavure policière commise sur le territoire d'un aéroport parisien. L'ami de la victime apprend que le seul témoin oculaire du crime est un jeune Malien retenu au dernier étage d'un hôtel dans l'attente d'une expulsion par charter, en compagnie d'une centaine de compagnons d'infortune... L'ami s'envole pour Bamako à la recherche du cent unième Malien...

Le sujet, jugé courageux mais par trop contemporain, a été repoussé par l'ensemble des chaînes françaises de télévision et par une liste impressionnante de producteurs. Cinq années d'efforts ont permis d'obtenir le soutien du ministre de la Culture, du ministère de la Coopération, de Chanel Four, de la République du Mali et de rassembler un budget minimum permettant sa réalisation.

Au moment de commencer le tournage, Aéroports

de Paris, Air France et la majorité des hôtels de la plateforme nous refusent l'autorisation de filmer sur le territoire de Roissy-Charles de Gaulle sous le prétexte que ce sujet porte atteinte à l'image de marque des entreprises.

Cette décision qui nous prive du principal décor de « Lumière Noire » interdit, de fait, le tournage du film et instaure une sorte de censure sournoise, une censure préalable, Aéroports de Paris et Air France s'arrogeant le droit de décider quelles fictions peuvent être inspirées par leurs installations !

Nous pourrions répondre que ce n'est pas une fiction basée sur l'épisode d'un « charter pour le Mali » qui dégrade l'image d'un lieu, mais bien la réalité de ce charter, mais nous préférons souligner ce paradoxe : au moment où, au prix d'immenses difficultés, il est possible de filmer la réalité des camps d'internement dans l'ex-Yougoslavie, à l'époque des guerres télévisées en direct, des débarquements humanitaires retransmis en mondovision, de quel droit peut-on opposer son veto à la reconstitution du regroupement de cent un Maliens au dernier étage d'un hôtel d'aéroport parisien ?

Med Hondo, cinéaste.

Didier Daeninckx, écrivain scénariste.

La censure existe, je l'ai toujours rencontrée

La censure existe, brutale ou insidieuse, elle est d'abord économique, puis politique, ou les deux à la fois. Elle provoque l'auto-censure chez tout créateur qui veut exprimer sa vision du monde, donner du sens à ses idées dans un monde où les idéaux de l'homme, qui ont nom justice et égalité des droits, sont quotidiennement piétinés. Croire le contraire, c'est être naïf ou idéaliste.

liste. Pour donner un sens précis à ce terme il faut le situer dans son contexte historique ; celui des peuples ; de leur vécu séculaire, de leur vie quotidienne. Il est banal d'affirmer que voilà bientôt 5 siècles que le continent africain est censuré ; dans sa dignité, son histoire, son développement, sa liberté. Depuis les contacts premiers avec les « civilisateurs » conquérants européens, nos peuples ont été « dévoyés », déstructurés, divisés et découpés en zones d'influences et de négoce — la misère du continent, aujourd'hui, est la conséquence logique de ce qui s'est passé durant ces siècles ; car un peuple qui ne contrôle pas son destin est marginalisé ; il est à la botte des puissants, ses maîtres, dominé et... esclave. Ce qui ne veut nullement dire que les peuples africains n'ont pas résisté aux envahisseurs, bien au contraire, et ils continueront de le faire comme ils peuvent... Mais force est de reconnaître un fait têtue et incontournable : « Aujourd'hui, l'Afrique ne contrôle ni son passé, ni son présent, ni a fortiori son futur. Les Africains, eux-mêmes, portent une grande responsabilité en ce domaine. Mais ceci est une autre histoire. »

Le cinéma africain est né dans des conditions particulières de libération (inachevée) dans les années 1960. Des cinéastes, ne comptant que sur eux-mêmes, se sont emparés de la caméra, souvent avec des moyens économiques dérisoires, pour dire la réalité de leurs peuples ; et la leur... objective et subjective. Ils ont toujours rencontré la censure sous toutes ses formes ; et certains ont pu la juguler, déployant les forces du désespoir ; poussés par un élan libérateur de l'histoire, s'acharnant à convaincre leurs dirigeants politiques, de la nécessité vitale du développement des cultures africaines. Grande fut leur déception, vains leurs espoirs, après 30 ans « d'indépendance ». Non seulement, le cinéma africain (pour ne parler que de lui) piétine... mais les peuples désespérés, vivent la famine, donnant l'Image honteuse de hordes séquestrées réclamant, la main tendue, la charité des puissants. Voilà un continent riche, peuplé de

pauvres, où même certains de ses dirigeants crient au voleur parce que des produits d'exportation (pour cause de spéculation des riches) leur sont payés à bas prix. D'autres livrent à leur peuple de la terre vierge et argileuse mais pleine d'or, paraît-il, en leur disant : « Allez-y, l'or est à vous, piochez ! » Tragique. Ceci est encore une autre histoire... de cinéma !

Ce cinéma du fait d'un manque total de structures techniques de fabrication de films, d'absence absolue d'organisation de marchés pour la distribution des images au plan régional et continental est objectivement censuré. La censure massacre en toute liberté. En effet, il est suicidaire et pour le moins hasardeux de réaliser des films qui ne peuvent pas être vus par les publics auxquels ils sont prioritairement destinés : « les Africains ». Que certains films aient été distribués dans cinq voire dix pays en Afrique, ne change rien à l'affaire. Ce n'est que l'exception. Et l'exception n'est point la règle...

Dans le climat de censure permanente, que fait le cinéaste africain ?

Entravé chez lui, il va essayer de contourner l'obstacle... Toujours acharné à s'exprimer, refusant de plier les genoux, il va tenter de pénétrer le marché extérieur, celui des riches... Et bien souvent il y parvient mais dans des limites bien tracées et bien contrôlées, car contrairement au marché africain anarchique, les écrans du monde développé sont extrêmement codifiés sous la férule de multinationales, économiquement fortes, qui ne permettent de concurrence que la leur. Et dans la mesure où des films extérieurs (en l'occurrence africains) ne sont pas produits par elles, elles les relèguent au bas du panier : « les ghettos ». Lesquels ghettos se réduisent comme peau de chagrin, et ce depuis une dizaine d'années, devenus la « propriété » des mêmes multinationales au travers de leurs firmes de distribution. C'est la règle du jeu du marché capitaliste... qui bientôt sera mondial... La lutte à mort dans ce type de marché a aussi des résultats négatifs qui se répercutent sur la créa-

tion indigène des pays riches. Auteurs européens et américains, par exemple, se trouvent eux aussi censurés objectivement dans leur libre expression... à moins qu'ils n'acceptent les compromis « nécessaires » imposés par les multinationales, dont la finalité n'est pas l'expression artistique et esthétique diversifiée et plurielle mais l'augmentation sans relâche de la plus-value financière : « l'Argent ». Cette pratique a ses conséquences, elles sont connues : uniformisation des sujets, des styles cinématographiques, tirés vers le bas.

Simplification à outrance des histoires racontées... et marginalisation des expressions spécifiques et originales des peuples, de la richesse de leur culture, de leur vécu social et historique.

Le cinéma coûte cher, qui le nierait ; mais ce sont les spectateurs du monde qui le paient de leur poche, sur leur salaire, de leur travail, de leur sueur. Tant que l'audio-visuel, la fabrication et la promotion des films, des images restent la propriété exclusive des seuls marchands qui ne pensent qu'au profit... le Cinéma restera celui des riches imposé aux pauvres... La vision du monde, celle des dominants, que les dominés acceptent... faute de mieux.

Le Cinéma africain, dans sa dimension véritable, est et sera pour longtemps encore marginalisé chez lui et en dehors.

Med Hondo
Janvier 1990

« Monsieur le Secrétaire Général,

En mon nom personnel et au nom des cinéastes membres du CAC, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les quelques réflexions que m'ont inspiré les ter-

mes des contrats signés avec vos services, relatifs aux films cinématographiques africains.

Si l'ensemble des cinéastes apprécie à sa juste valeur l'effort que consent l'Agence, à ne pas négliger cet art noble qu'est le cinéma ; par un réajustement financier non négligeable ; il n'en demeure pas moins que la contrepartie qui est exigée d'eux est quelque peu sévère eu égard aux pratiques tant professionnelles qu'institutionnelles habituelles.

1 — L'ACCT devient co-producteur, au même titre que n'importe quel investisseur, cela est admissible. Elle doit par conséquent obéir aux lois commerciales d'investissement cinématographique, c'est-à-dire au prorata de ce qu'elle avance au même titre que les autres co-producteurs. Or, il se trouve que par l'acquisition des droits télévisuels multiples qu'elle s'accorde (toutes les télévisions francophones plus TV5), plus les droits non commerciaux, elle outrepassa le cadre de producteur et devient également diffuseur et ce pour un moindre coût.

2 — En investissant, par exemple, 500 000 FF dans un film de 12 000 000 Frs, ce qui équivaut à un taux de 4,16 % de part co-producteur, l'Agence se paie un large réseau de diffusion du produit film en ayant finalement peu investi, si l'on en juge par les prix moyens payés par les télévisions mondiales pour l'acquisition de films cinématographiques africains :

- Channel Four entre 700 000 et 500 000 Frs pour 2 passages.*
- La BBC entre 1 000 000 et 700 000 Frs pour 2 passages.*
- Canal + entre 2 000 000 et 800 000 Frs pour 2 passages.*
- Radio Canada entre 500 000 et 250 000 Frs pour 2 passages, etc.*

En payant trop peu cher la diffusion des films cinématographiques africains sur les réseaux télévisuels francophones et autres ; on les dévalorise objectivement et on n'encourage guère ces réseaux à investir réellement dans ces films pour permettre une véritable création diversifiée et pluraliste.

On oublie, par ailleurs, que le combat des cinéastes

africains, depuis 30 ans, est de pousser à la création des réseaux de distribution en Afrique ; seul moyen vivant de défendre la production et les cultures africaines. Si on favorise trop la diffusion des films dans les T.V. francophones, on porte gravement atteinte à la possibilité de voir les films africains dans les salles de cinéma en Afrique. Il faut parfois plus de 3 ans pour qu'un cinéaste trouve un ou des distributeurs en Afrique. Il doit la plupart du temps parcourir chaque pays ses bobbies sous le bras.

Les Chaînes de télévision francophone n'investissent pas dans la création cinématographique africaine, elles n'achètent pas de films africains — et donc ne jouent aucun rôle positif dans la diffusion des images des Africains pour les Africains — et ceci n'est pas dû uniquement à un manque de moyens ; mais, pourrait-on dire, à une paresse indifférente et coupable vis-à-vis des cinéastes africains.

Si l'ACCT aide les télévisions africaines à produire des images, il ne faut pas qu'elle encourage une tendance chez ses responsables à consommer du gratuit et du moins cher.

Le film cinématographique est autrement plus coûteux et plus difficile à réussir esthétiquement que des émissions et autres feuilletons audio-visuels, ceci dit sans nullement vouloir dévaloriser ces derniers — Mais c'est un fait !

Un autre point a soulevé l'inquiétude des cinéastes, c'est la cession pour une durée de 15 ans des droits non commerciaux de leurs films. L'usage depuis 20 ans est de 5 ans, 7 ans au plus. En effet aucun contrat non commercial au monde ne dépasse une durée de 7 ans.

Voici brièvement résumées ces quelques réflexions ; et je souhaite, pour ma part, qu'un additif soit porté aux contrats déjà signés dans le sens d'une meilleure équité pour toutes les parties, en ne perdant pas de vue qu'il est de plus en plus difficile pour des Africains de réaliser des films et que ce le sera de plus en plus. Les

cinéastes ont plus que jamais besoin du soutien des institutions culturelles et tout particulièrement de l'ACCT — à la condition que chacun puisse jouer son rôle dans la clarté, la justice et la défense des intérêts communs.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'expression de ma haute considération. »

Med Hondo,
Co-ordonnateur principal
du Comité Africain de Cinéastes
Paris, le 10 mai 1993

Pétition

Le journal l'Unité dans sa livraison du 14 février 1994 vient de révéler que le Ministre des Affaires Étrangères du gouvernement de la Mauritanie s'est opposé à la décoration que notre compatriote Med Hondo, cinéaste de renommée internationale, devait recevoir du Président Tunisien, monsieur Ben Ali, en même temps que de nombreux autres cinéastes maghrébins.

Selon la même source, une intervention similaire a été faite par le ministre auprès de la CEE pour que Med Hondo ne bénéficie pas de subvention à la production sur le compte de la Mauritanie.

A chaque fois, la raison invoquée est que le plus grand cinéaste de notre pays « est un élément anti-national qui prône la désunion ».

Monsieur Med Hondo est l'un des premiers intellectuels mauritanien à avoir dénoncé clairement et publiquement la politique d'exclusion et de répression des négro-africains de Mauritanie, la complicité de l'État Mauritanien avec les pratiques esclavagistes qui existent dans le pays et la mauvaise gestion des biens du pays honteusement détournés par les plus hauts responsables.

Monsieur Med Hondo est en relation avec toutes les forces patriotiques de Mauritanie qui luttent pour les idéaux que véhiculent ses films, idéaux de justice, de dignité humaine, de démocratie, d'unité africaine et de progrès.

L'argument qui consiste à considérer tout opposant comme un « élément anti-national » est le prolongement logique et aberrant de l'attitude d'exclusion dont ont été et sont encore victimes des milliers de Mauritaniens, et du refus systématique de toute opposition démocratique. L'utilisation d'un tel argument en la circonstance en dit long sur la politique et les pratiques de l'État Mauritanien dans le domaine de la culture.

Le comité de solidarité avec Med Hondo appelle tous les intellectuels du pays, de l'Afrique et du monde à demander la levée immédiate du veto du Ministre et le rétablissement de Med Hondo dans ses droits.

Fait à Nouakchott,
le 23 février 1994

« Med,

Je ne dirais pas que je suis triste de partir, y a des choses importantes de la vie qui m'attendent au pays des Blancs et je ne peux pas les rater, comme je n'ai pas raté une bonne partie de ton aventure. Je suis drôlement content de l'avoir partagée. Moi, je t'estime, bon sang. J'suis sûr que si j'avais tourné plus souvent je n'aurais jamais eu mal au bide.

Ouais c'est un beau film que tu fais. J'ai bien aimé le Joalland, mon cheval, mes canonnières, l'Afrique, les scorpions que j'ai jamais vus, ni les lions, quelques piscines, béton-plastic-sur-bois, par contre et vive la revanche j'ai vu un mec faire son film et dieu sait si on l'a embêté, retardé, envoûté, désenvoûté, appuyé et tous les é.

Ah oui quelle leçon.

Malgré que parfois tu cries.

Moi aussi je crie parfois, je casse des trucs.

Qu'est-ce qu'on peut être lent en face, à ne pas comprendre aussi vite qu'on pense.

Ah les acteurs je les adore, je les aime et le contraire.

Bref c'est beau l'amour.

Alors je m'en vais, surtout pas à regret, MERDE pour la suite, oh oui, j'entends tes yeux qui regardent par en-dessous les cieux, ça ne peut plus s'arrêter maintenant.

J'sais pas pourquoi, ce film doit se faire.

Baka m'a impressionné. Ah putain d'orgueil judéo européen machin. Où est-ce lui qui est vrai. Qu'est-ce que ça veut dire ça ? Je revois ce Baka sur les remparts, vrai, je revois la scène, fallait être en colère pour leur faire la guerre ou fou. De ce côté là, côté colonne, ça swinguait, mais bien militaire en somme.

Enfin à plus tard.

Roger »¹

« Cher Med,

Ah pouvoir te dire : Soleil O... a vieilli... Les Bicots-Nègres ?... ce n'est plus d'actualité !

Hélas ! J'ai pleuré... et je suis en colère d'avoir à pleurer ! Soleil O... a été réalisé... hier ?... Aujourd'hui ! Les Bicots-Nègres ? Aujourd'hui ! Au jour d'aujourd'hui comme on dit... la suite ? Demain ! Demain ? Merci Med ! Je sais désormais plus fortement où je m'e situe. Aujourd'hui et... demain... Je sais où sont mes racines. J'ai choisi ! Tant pis. J'ai choisi. Alors je m'accroche à ces racines que l'on a tenté d'arracher,

(1) Roger Miremont, acteur dans le film *Sarraounia* tient le rôle du lieutenant Joalland.

d'extirper de mon cœur. J'ai choisi, tant pis ! Fallait pas jouer avec mon cœur.

Je sais aussi pourquoi, depuis si longtemps un certain désenchantement ; puis un dégoût certain. Je sais pourquoi mon cœur au bord des lèvres. Cocufié par une culture qui se veut supérieure... Quelle inculture ! Trompé, grugé par une civilisation qui se veut supérieure, assénant ses seules vérités. Cette civilisation qui défend le droit ? Civilisation cyniquement malfaisante.

Peut-être vaudrait-elle mieux que ce qu'elle est devenue. Pourquoi, pourtant, finit-elle, souvent, par retomber dans toutes les injustices et turpitudes. Dans toute la Barbarie dont elle se révèle capable quotidiennement.

Alors j'ai choisi ! Je préfère mon désespoir. Je ne veux rien oublier. J'ai fait les comptes. Le (mon) désespoir sert à se souvenir.

J'ai pris une balle en plein cœur et... tant pis... cynisme pour cynisme... la balle est dans mon camp.

Je comprends, je sais pourquoi — un jour — lointain déjà je suis allé vers toi. Plus que l'ami que je cherchais, plus que le père que j'aurais aimé à mes côtés — c'était la racine qui me rattachait à ma racine.

Cette racine-là je l'aime. Je t'embrasse.

Jean²

Clamart, le 16 mars 91,
petit matin »

(2) Jean Edmond, acteur ami de vingt ans qui a joué dans *Soleil O*, *Sarraounia* et *West Indies*.

**TABLE**

Préface	5
I. L'enfance et les années de formation	9
II. La passion du cinéma	21
III. L'Afrique désarçonnée	49
IV. L'unité africaine	63
V. L'intégrisme	67
VI. L'immigration	71
VII. Les femmes	79
VIII. Les langues	81
IX. Le marxisme	87
X. Le tribalisme	93
XI. Mes films	97
XII. Les Bicots-Nègres : vos voisins... ..	105
XIII. Lumière Noire	111
Annexes	117

WITHDRAWN

**No longer the property of the
Boston Public Library.**

Sale of this material benefited the Library.

Med Hondo en liberté, s'exprimant sur ce qui lui tient à cœur et pas seulement sur le cinéma.

Voilà qui va surprendre ceux qui s'attendaient à une glose savante sur ses films.

Sans doute son œuvre cinématographique importante est-elle digne de susciter, à l'avenir, les études des spécialistes. Notre propos dans ce livre a été, pour l'essentiel, de l'amener à réagir sur l'évolution cahotique et tourmentée du continent africain. Laquelle constitue la substance de ses films. Son cinéma est, en effet, profondément ancré dans les réalités sociales et politiques.

